

# Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°36

octobre-décembre 2024

**Mouvements et initiatives populaires**

# Table des matières

Chantier de Oosterweel ; arrêt historique du Conseil d'État : « Un précédent important pour la gestion des sols contaminés ».....	3
Le site du Celly évite le projet touristique de masse ! .....	4
Quêtes existentielles, réorientations professionnelles : ils ont radicalement changé de vie.....	5
Occupons le Terrain - 30 août 2024.....	12
Le « Stop Béton Maintenant ! » déboule sur les élections communales.....	12
Liège - Sauvons la basilique de Cointe.....	13
Aywaille - Stop Béton - Protégeons nos campagnes.....	14
Aywaille - Awan Debout.....	14
Waremme - Sauvons le bois de la Tannerie.....	15
Durbuy - Préservons Barvaux.....	15
Pétitions déjà publiées précédemment.....	22
Victoires sur les trottoirs.....	28
Kristin Ross : « La solidarité n'est pas une émotion, mais une stratégie révolutionnaire ».....	29
Chantier de l'A69 : la zad se prépare à « un passage en force ».....	34
Expulsion « extrêmement violente » de la zad contre l'A69.....	37
Une autre intelligence artificielle est possible.....	39
Une expérience sensorielle.....	44
Mégabassines : « Nous devons sortir de l'impasse et de la confrontation destructrice ».....	45
Depuis la terre et la mer, 10 000 personnes, tracteurs et bateaux manifestent et bloquent massivement le port industriel de la Pallice.....	46
Les premières secousses des Soulèvements de la Terre.....	49
Communiqué - 10 000 personnes déjouent le blocage policier, marchent sur une coopérative responsable de l'accaparement de l'eau et désarment une méga-bassine avec des lentilles d'eau.....	51
Auberge, boulangerie... Une coopérative redonne vie à des villages moribonds.....	55
Des citoyens « enquêteurs » révèlent au grand jour un trafic illicite de bois vers la Chine.....	59
Philippe Descola et Alessandro Pignocchi : imposer la cohabitation entre États et territoires autonomes..	62
Réensauvagement de la nature : pour la biodiversité ou pour le tourisme ?.....	65
Ils ont traversé les Pyrénées à pied avec leur bébé sur le dos.....	68
Victoire juridique de familles paysannes face à un grand groupe agroindustriel au Brésil.....	74

# Chantier de Oosterweel ; arrêt historique du Conseil d'État : « Un précédent important pour la gestion des sols contaminés »

*12 juillet 2024 – Après des années de bataille juridique, organisations environnementales et citoyennes (rassemblées au sein de la 'coalition PFAS') se réjouissent du jugement du Conseil d'État. Celui-ci qualifie d'illégal la gestion des sols contaminés sur les sites du chantier d'Oosterweel à Anvers, par l'entreprise publique flamande Lantis. La coalition appelle toutes les parties prenantes à prendre enfin leurs responsabilités dans cette affaire, en commençant par mettre en place un assainissement des sols et des eaux souterraines hautement pollués, conformément à la loi.*

Le collectif citoyen Grondrecht, le lanceur d'alerte Thomas Goorden et Greenpeace forment la 'coalition PFAS' depuis 2021. « *Ce jugement établit de manière implacable que la gestion des sols contaminés autour de l'usine 3M par Lantis a été réalisée de manière tout à fait illégale* », affirme Thomas Goorden. « *Nous avons lancé des avertissements à ce sujet depuis que l'affaire des PFAS a éclaté au début de l'année 2021. Il est maintenant temps que le gouvernement prenne ses responsabilités, présente ses excuses et corrige les erreurs commises.* »

« *Nous sommes très satisfaits du jugement* », explique Joeri Thijs, porte-parole de Greenpeace Belgique. « *Le Conseil d'État confirme définitivement nos réserves à l'égard de l'approche de Lantis & co. Mais au-delà de cela, nous saluons le précédent qu'il constituera. Il s'agit d'une étape gigantesque pour la protection durable et prospective des sols et la lutte contre la pollution dans notre pays. En tant qu'organisation environnementale, nous sommes extrêmement fiers d'avoir pu obtenir ce résultat, au côté des citoyens concernés* ».

« *Nous espérons que cette décision permettra enfin d'avancer sur la dépollution des sols dans la région* », complète Toon Penen, habitant de Zwijndrecht et membre de l'association Grondrecht. « *Cette décision met à mal l'entreprise de désinformation menée par les membres de la malnommée 'alliance pour l'assainissement' ('Saneringsverbond'). Nous allons enfin pouvoir travailler à un nécessaire assainissement sûr et légal des sols de notre environnement direct, avec une vraie transparence et un mode de décision participatif. Malgré l'absence de toute forme de soutien de la part de la commune de Zwijndrecht ou d'autres membres de l'alliance pour l'assainissement, nous montrons aujourd'hui que les citoyens qui se lèvent pour défendre leur droit peuvent obtenir gain de cause.* »

L'arrêt soulève de grandes questions quant à la manière dont le gouvernement flamand va maintenant traiter la terre contaminée illégalement répandue. Il s'agit dans un premier temps d'un énorme lot de terre qui a été déplacé à l'aide des certificats de sol contestés, mais que Lantis a jusqu'à présent refusé d'assainir.

« *Cet arrêt est susceptible d'avoir des effets majeurs sur Lantis et les grands travaux de terrassement similaires en général. Par exemple, l'utilisation de 'bermes' comme véritables décharges comme solution à la pollution des sols est très clairement jugée illégale. La Flandre se retrouve ainsi obligée d'évoluer. L'époque où la pollution pouvait être littéralement poussée dans les bas-côtés est désormais définitivement révolue* », conclut la coalition PFAS.

Enfin, la coalition souligne que cet arrêt du Conseil d'État pourrait également relancer l'enquête pénale en cours sur le scandale des PFAS. Le modus operandi ayant été définitivement déclaré illégal, la question se pose maintenant de savoir s'il y a eu également une « collusion de fonctionnaires ».

Antoine COLLARD (Greenpeace)

12 juillet 2024

# Le site du Celly évite le projet touristique de masse !

Ces 83 hectares de forêts, de zones de services publics et de parcelles agricoles, situées en Centre Ardenne, ne seront in fine pas vendus à la société Mamm-Ut pour un projet touristique.

Pas de prolongation du compromis de vente avec la société Mamm-Ut ! La Butte du Celly ne sera donc pas défigurée par le projet touristique de masse envisagé !

Pour rappel, ce projet touristique devait aboutir à la construction d'un hôtel de luxe, de plusieurs dizaines de gîtes de grande capacité, de piscines et saunas, de restaurants, d'un wellness... pouvant accueillir jusqu'à 700 touristes par jour.

Le compromis conditionnait la vente du site à l'obtention d'un permis unique pour le 25 mai 2024 au plus tard. La date est passée et rien n'a été fait dans le chef du promoteur. La Province, propriétaire du site via une de ses asbl, pouvait décider de prolonger ce compromis en accord avec le candidat acheteur. Heureusement, il n'en est rien non plus.

Des remerciements et une invitation à fêter cette décision ces 21 et 22 juin à Lavacherie (Sainte-Ode).

Petit coup de main ou participation régulière, soutien de principe ou travail de fond : c'est grâce à plus de 4 000 citoyens-signataires, de nombreuses organisations (OLT, Greenpeace, FNAPG-FB...) et à VOUS ! que le collectif Celly-C-Nous a pu contribuer à ce revirement de situation.

Pour les citoyens et pour les générations à venir, ce site emblématique de l'Ardenne ne sera pas détruit, cette fois-ci, par un projet immobilier de tourisme de masse.

Cette victoire sera fêtée en musique pendant 2 jours !

Cette décision sera célébrée lors du week-end des Fêtes de la musique. Pas moins de 7 artistes et groupes locaux se relayeront pendant 2 jours à Lavacherie, à proximité du site défendu depuis 3 années.

Au programme, du rock, du rap, de la pop-rock, un thé dansant et des covers. Le programme est disponible sur le site officiel de la Fête de la Musique organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles : <https://www.fete-delamusique.be/587-saint-ode/events>

Et nous nous ferons un plaisir de vous y recevoir.

Encore merci !

L'ÉQUIPE DE CCN ASBL



# Quêtes existentielles, réorientations professionnelles : ils ont radicalement changé de vie

*Sentiment d'incomplétude, chemin de résilience après un accident de vie, irrésistible opportunité, nouveau défi, recherche de sens, besoin de créer... Dans une société où la peur de l'immobilité est de plus en plus partagée, où le développement personnel est vanté comme la recette du bonheur, les réorientations professionnelles qui redessinent les existences sont toujours plus nombreuses.*



Docteure en médecine durant 28 ans, Sandra Koos s'est réinventée en pâtissière. ©Ronald Dersin

*« Le 9 octobre, je larguerai les amarres ! J'ai déjà réservé mon billet d'avion : un aller simple pour Hô Chi Minh-Ville. Les prochaines années de mon existence s'écriront au Viêt Nam. Je n'ai rien prévu de précis, les rencontres que je ferai m'ouvriront le chemin de cette nouvelle vie. »* Corentin De Boeck a 39 ans. C'est un homme bien installé dans sa vie professionnelle : depuis cinq ans, il dirige une équipe au sein de la formation continue HeLSci de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ses employeurs sont très satisfaits de ses prestations et son CDI lui offre pas mal d'avantages, notamment en termes de congés. *« L'ULB est un bon employeur et j'adore les gens avec qui je travaille »*, confirme-t-il. Pourtant, il y a quelques jours, Corentin en a fait l'annonce à ses collègues : il démissionne pour recommencer sa vie à quelques milliers de kilomètres de Bruxelles. Surpris, son boss lui a bien proposé de réfléchir. Il lui a même offert l'opportunité de pouvoir reprendre ses fonctions dans un délai d'un an. Toutefois, Corentin a décliné : *« Mon but est de vivre pleinement ce nouveau défi, d'ouvrir une page blanche »*.



Corentin De Boeck : « Le 9 octobre, je larguerai les amarres ! J'ai déjà réservé mon billet d'avion : un aller simple pour Hô Chi Minh-Ville. » ©Ronald Dersin

Une fuite en avant ? Un pari un peu fou ? « *Pas tant que ça* », réplique-t-il. « *Je crois profondément qu'il faut oser être à l'écoute de soi-même, qu'il s'agit dans la vie de "devenir soi". En ce qui me concerne, cela passe par des remises en question permanentes, le besoin de challenges, l'envie de sortir de ma zone de confort. Ces dernières années, ma mission a été de réorganiser tout un service. Elle a abouti. Ça tourne bien, je dirais même que ça tourne trop bien ! Cette routine parfaite aurait très bien pu continuer pendant des années et, pourquoi pas, jusqu'à l'âge de la retraite. Et c'est bien ça qui m'angoisse, ce sentiment de m'installer dans quelque chose d'immuable. C'est comme une petite mort. Moi, j'ai besoin de me sentir vivant, de me projeter dans quelque chose d'inédit et d'excitant, de franchir un "step". Et forcément, pour être enviable, l'objectif ne doit pas être trop facile à atteindre. »*

Soulignons-le, Corentin ne se lance pas dans cette nouvelle aventure sans filet de sécurité. D'abord, il a une longue expérience en termes de mobilité professionnelle : « *Mon premier job après mes études ? Je suis parti en Australie où j'ai été cueilleur de fruits pendant un an. De retour en Belgique, j'ai été chauffeur de taxi, puis commercial chez Mini avant d'être débauché par BMW. J'ai aussi connu une expérience de vendeur chez Prémaman, une autre de représentant en gouttières ! J'ai encore été entrepreneur, propriétaire d'un garage à Zaventem. Cette affaire fonctionnait du tonnerre et, bien entendu, j'ai fini par la revendre. La finalité ultime de toutes ces expériences professionnelles fut toujours de me payer mes nombreux voyages. »* C'est là l'autre atout de ce célibataire : une expérience de globe-trotter averti. « *J'ai déjà visité 89 pays* », raconte-t-il. « *Mon truc, c'est d'éviter les routes touristiques, d'emprunter des chemins de traverse, de rencontrer des gens, de me baigner dans la vie locale et même, quand cela se présente, de dormir chez l'habitant. Que vous voyagiez au Danemark, en Transnistrie ou au Laos, vous finissez toujours par rencontrer des gens accueillants. »*

Dernière corde à l'arc de ce curieux invétéré, sa situation financière. Car Corentin n'a pas vocation à revisiter le trip hippie des sixties : « *De toute ma vie, je n'ai jamais fait aucun crédit et au bout de vingt ans de travail, je suis propriétaire d'un appartement à Bruxelles dont la location financera mon entrée en scène au Viêt Nam. L'audace, oui, la témérité, non ! Ma stratégie est claire : je débarque avec deux valises et je loue un Airbnb. Ensuite, pas question de farniente. Je travaille ma vie sociale sur tous les fronts : cours de langue, inscription dans une salle de sport, prises de contact avec d'autres expats... Cela devrait baliser le chemin vers une nouvelle activité professionnelle qui m'ouvrira l'accès à une autorisation de séjour permanente. Je me donne deux ou trois ans pour être bien installé. Et si ça ne marche pas, je recommencerai ailleurs. »*

Aujourd'hui, ceux qui renoncent à une situation professionnelle bien établie pour tout recommencer, parfois même sans projet bien défini, sont de plus en plus nombreux. Ce phénomène a été particulièrement prononcé aux États-Unis. En 2021, en marge de la crise sanitaire, source de bien des questionnements sur la fragilité de l'existence et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, près de vingt millions de travailleurs américains ont suivi ce mouvement social, existentiel, qu'on a qualifié de « grande démission ». Dans un ouvrage joliment intitulé « Les Lapsus du destin, nos choix de vie », publié chez Odile Jacob, le psychiatre Laurent Schmitt souligne que « cette "grande démission" s'est également répandue en Europe ». Il l'attribue « au stress, à la suractivité, au fait d'être sous-payé », mais encore « au besoin d'activités concrètes, pratiques, en prise avec le quotidien », visant à remplacer des « métiers abstraits ».

Par-dessus tout, c'est la quête de sens qui alimente ces changements de trajectoire. Cela peut se comprendre aisément quand des travailleurs quittent des « bullshit jobs », autrement dit quand ils ne perçoivent plus l'utilité des tâches qu'on leur demande d'accomplir ; quand, par exemple, leur temps professionnel s'écoule inexorablement devant des écrans et des tableaux Excel. Mais le doute s'est aussi instillé dans des métiers qu'on aurait cru épargnés par ce type de questionnement. Des activités qui devraient forcément faire sens, puisqu'on s'y consacre à aider autrui : personnel soignant, travailleurs sociaux, enseignants, policiers... Quand les moyens manquent, quand les conditions de travail en pâtissent au point qu'il n'est plus possible de respecter des standards minimum de qualité, les personnes se trouvent en porte-à-faux par rapport à ce qui fit leur vocation, et leur métier, dégradé, ne fait plus sens.

Victoria De Bauw, 37 ans, est passée par là. Cette diplômée en sciences économiques de gestion (UCL) est aussi titulaire d'un master en management international. Elle explique avoir travaillé pendant sept ans pour une société de consultance avant de se rendre à une évidence : « *Pour me réaliser, j'avais besoin d'une activité dont l'impact était plus palpable. Quelque chose qui me mettrait directement en contact avec d'autres humains. Pendant un moment, je me suis dit que j'allais créer un "café poussette", mais heureusement, j'ai anticipé que ce type d'activité ne me conviendrait pas. J'ai cherché d'autres pistes, des conseils. C'était un peu compliqué. Chemin faisant, j'ai fini par créer l'outil dont j'aurais aimé bénéficier pendant ma période de questionnement.* »

Ainsi naquit Job & Sense (jobandsense.be), une plateforme qui communique gratuitement des informations et des conseils pour faciliter les reconversions professionnelles. « *Changer de métier équivaut à changer de vie. C'est une démarche positive, souvent bénéfique, qui est à la portée de chacun, peu importe l'âge ou les diplômes. Toutefois, elle ne s'improvise pas* », souligne Victoria. « *Dans le récit médiatique, on évoque principalement de belles histoires de personnes qui ont réussi leur mutation. Mais il y a aussi des reconversions qui échouent. Il faut se poser les bonnes questions sur les aspects pratiques du nouveau métier qu'on voudrait exercer (quel temps de travail réel, quelle rémunération, quelle charge physique ou mentale, quels angles morts) pour éviter de connaître d'amères désillusions. Par exemple, l'ébéniste n'est pas qu'un artisan qui travaille un matériau noble dans la quiétude de son atelier. C'est aussi un chef d'entreprise qui œuvre dans un secteur très concurrentiel, qui doit savoir gérer son administration, qui doit communiquer vers ses clients et les servir en temps et en heure.* » Aussi, cette experte insiste sur l'idée qu'on peut parfois changer beaucoup de choses sans renverser la table, sans nécessairement partir vers d'autres horizons professionnels. « *Dans certaines entreprises, les travailleurs peuvent explorer la voie du "job crafting" : négocier avec leur employeur une profonde redéfinition de leurs tâches afin de retrouver du sens et de la motivation.* »

Outre ces « job crafters » qui parviennent à recréer leur emploi pour qu'il corresponde à leurs valeurs, les sociologues anglo-saxons ont aussi catégorisé les « switchers », c'est-à-dire ces personnes qui modifient fréquemment leur trajectoire professionnelle. Ces néologismes traduisent un changement profond dans les attentes et les comportements des individus. Et plus encore pour les plus jeunes d'entre eux. Comme l'écrit Laurent Schmitt, jadis, « *l'objectif visé était celui d'un travail régulier, assurant une stabilité et une sécurité. Tout cela est radicalement différent dans le monde du travail actuel. La plupart des jeunes professionnels possèdent dans leur génome la peur de l'immobilité, celle de la subordination à des valeurs trop différentes de leurs valeurs individuelles, la crainte d'être instrumentalisés. (...) Le réalisme de la génération Z actuelle exprime une évolution tenant compte des désillusions de la génération précédente. Les jeunes professionnels ont parfaitement capté toute l'amertume de leurs aînés quand ils disaient avoir consacré leur vie et "avoir tout donné" à une entreprise qui finissait par les licencier sans ménagement. Ils savent ne pas être dupes.* » On n'est donc pas encore au sommet de la vague : les travailleurs de demain seront toujours plus mobiles.



En Belgique, selon le prestataire de services RH Securex, au second trimestre de 2024, 12,4% des salariés belges envisageaient de quitter leur employeur à court terme. Les intentions de départ à court terme ont augmenté de 80% par rapport à 2021 ! Un contrat à durée indéterminée sur six a été résilié dans les six mois en 2022 (dont 65% à l'initiative du travailleur). Une étude de Partena Professional en 2023 semblait établir une tendance plus forte encore. Elle renseignait que « plus d'un Belge sur trois envisageait de changer d'emploi dans un avenir proche » et que, parmi ceux-là, 42% souhaitaient aussi changer de secteur d'activité.

Allons maintenant à la rencontre de quelques-uns de ces « switchers » ...

### La docteure en médecine est devenue pâtissière



©Ronald Dersin

La Bonne Pâte, Grand-rue, à Saint-Léger, tout près d'Arlon. C'est en ce lieu où l'on peut déguster de délicieux gâteaux et biscuits que Sandra Koos nous reçoit. « *Bienvenue en Gaume !* » lance-t-elle en ouvrant la porte de son commerce. D'emblée, cette quinquagénaire nous offre un tour du propriétaire : « *Près du comptoir, c'était la salle d'attente. Mon cabinet de consultation se trouvait juste derrière, à proximité de mon atelier.* » Il y a peu, cette femme a pris une grande décision : mettre un terme à sa carrière de médecin, après vingt-huit années de pratique, pour se réinventer en pâtissière. C'est l'histoire d'une vie qui semblait toute tracée : une élève douée en sciences que ses parents destinent à des études universitaires. Elle réussit, devient médecin généraliste, installe son cabinet dans sa région natale, se marie, fait des enfants... Parcours « parfait », 10/10. Mais, au fil des ans, des insatisfactions se font jour. En marge d'un divorce difficile surviennent des questionnements sur le sens de la vie, l'évolution de son métier : « *J'en aimais l'aspect social, mais la charge mentale – ne pas se tromper de diagnostic, assister la fin de vie de patients – et les lourdeurs administratives me pesaient. J'étais arrivée au bout, j'allais craquer. Alors que mes enfants étaient grands, que j'avais refait ma vie avec un compagnon soutenant, que ma maison était payée, j'ai réfléchi à changer de vie. Me souvenant des jours heureux où je pâtissais avec ma grand-mère et mon père, je me suis dit que c'était cela que je voulais faire : créer de mes mains de bons produits ! J'ai suivi une formation à l'IFAPME – trois ans de cours du soir ainsi que des stages – alors que j'étais encore médecin. Une épreuve surmontée avec l'aide de mes proches. Aujourd'hui, je travaille plus qu'avant et mes revenus sont moindres, mais le bonheur n'a pas de prix. Désormais, le regard des autres s'est modifié : dans le village, je ne suis plus "Mme la Docteure" qu'on vouvoie mais Sandra, la pâtissière qu'on tutoie ! Comme le dit la chanson, c'est peut-être un détail, mais pour moi ça veut dire beaucoup.* »

### L'ingénieur est passé de l'usine au champ



©Ronald Dersin

Comme Sandra, la docteure devenue pâtissière, François Giannini était un élève brillant, particulièrement à l'aise avec les maths. Ce trentenaire a fait des études universitaires qu'il n'a jamais vraiment appréciées mais qu'il a réussies haut la main. Ainsi devint-il ingénieur civil, expert des « process » industriels. Rapidement engagé par un bureau d'études, il commence à bien gagner sa vie, mais sans se départir d'un sentiment d'égaré. « *Intellectuellement, ce travail était intéressant, mais je n'y trouvais pas de sens* », raconte-t-il. « *Ayant conscience des enjeux de préservation de la nature, j'ai ensuite orienté ma carrière vers des sociétés affichant des préoccupations environnementales, mais j'ai eu le sentiment d'être complice de "greenwashing"*. » L'idée de devenir maraîcher lui est alors apparue. « *Pour la tester, j'ai travaillé à mi-temps chez un ami agriculteur. Le boulot était dur, mais ça m'a plu. J'ai donc investi dans l'achat d'un terrain à Anthisnes et de serres. Me voilà en activité depuis deux ans.* » Comme un avertissement à ceux qui voudraient l'imiter, François explique que son changement de vie a été beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait imaginé : « *Créer une activité en accord avec mes valeurs, travailler la terre pour nourrir les gens, ça me comble. Mais j'ai sous-estimé les à-côtés : la gestion des commandes, la comptabilité, la communication, le commerce. En plus, comme d'autres agriculteurs, je n'ai pas été épargné par le climat et la crise du secteur bio, qui rendent ce métier peu rentable. S'y sont ajoutés des vols de matériel, des attaques de sangliers... Au final, je travaille énormément, parfois je pleure, c'est épuisant. Pour joindre les deux bouts, j'ai dû me résoudre à mener de front quelques missions comme ingénieur. Cela me donne plus de temps pour réussir. Si je n'y arrive pas, tant pis : il "vaut mieux vivre avec des remords qu'avec des regrets", chantent Bigflo et Oli !* » [www.acterre.be](http://www.acterre.be)

### **Elle était enseignante, il était journaliste, ils sont désormais libraires**

« *Le concept grec du "kairos" définit un instant décisif de la vie pour chaque personne. Cet instant, il ne faut en aucun cas le rater. Les occasions ne se répètent pas deux fois et la vie ne repasse pas les plats* », écrit Laurent Schmitt. « *À un moment* », précise ce psychiatre, « *il peut exister un alignement des planètes dans chaque vie. Ce moment peut être très bref. Le "kairos" représente la capacité de percevoir qu'on se situe dans ce moment privilégié et de le saisir à bras-le-corps comme une perche tendue par la vie pour faire basculer le destin.* » On ne peut trouver meilleure citation pour décrire la réorientation de Floriane Vreuls et de Pierre-Yves Millet. Elle était institutrice, il était journaliste à la RTBF. Ils menaient des carrières qui auraient pu suivre leur cours. Mais une opportunité s'est présentée, un coup de pouce du destin pour ces quadragénaires passionnés de livres.





©Ronald Dersin

« Une amie qui possède la librairie Papyrus à Namur m'a informé de la fermeture d'un de ses confrères à Louvain-la-Neuve. En sus, les autorités universitaires souhaitaient qu'un nouvel acteur investisse le secteur. Il s'agissait de saisir la balle au bond. J'en ai parlé à Floriane, une amie depuis dix ans ». Elle poursuit : « Le 6 décembre, il y a un an et demi, je reçois un WhatsApp de Pierre-Yves qui me dit "Coucou Flo, comment vas-tu ? Si tu as envie de changer de vie et de créer un projet porteur de sens, appelle-moi." J'ai d'abord cru que c'était un spam ! J'en ai parlé avec mon mari, qui a déjà une société. Avec son aide, nous avons élaboré un plan d'affaires. C'était risqué, bouleversant sur le plan émotionnel. Mais l'occasion était trop belle alors que j'étais justement en plein questionnement, que j'envisageais de changer de boulot. » Quelques mois plus tard, le duo ouvrait La Page d'Après. « À la RTBF, mon changement de carrière a plutôt surpris : tout se passait bien pour moi et je me lançais dans un projet moins rémunérateur et possiblement périlleux. Mais mon épouse et mes proches m'ont soutenu », raconte Pierre-Yves. Son associée abonde dans le même sens : « C'est mon mari qui m'a donné les mots clés pour que je me lance : "Peut-être que tu te planteras, mais ce n'est qu'une expérience. Le pire serait de regretter toute ta vie de ne pas l'avoir tentée." »

### Le président de parti s'est reconverti en travailleur social



©Ronald Dersin

Changer de vie pour rester soi-même, telle pourrait être la devise de cet homme en quête de cohérence. « *J'ai toujours été inspiré par l'idée de défendre les petits contre les gros, d'être du côté de ceux qui souffrent contre ceux qui les maltraitent* », confie Vincent Decroly. Le grand public a retenu de ce sexagénaire les périodes de sa vie où il fut très populaire et médiatique, ce temps où il était secrétaire fédéral d'Écolo et plus encore celui où, député fort actif, il brilla par ses interventions pertinentes au sein de la commission parlementaire Dutroux et consorts. Son parcours est bien celui d'un « switcher » mais certainement pas celui d'un caméléon, car le fil conducteur n'a jamais été rompu. « *Quand j'ai entamé des études universitaires, mon rêve était de devenir juge de la jeunesse. Un magistrat dont j'avais sollicité le conseil m'avait prescrit d'étudier en parallèle le droit et la psychologie. À l'époque, je militais déjà dans le mouvement pour la paix, puis j'ai rejoint Écolo qui venait d'»Par deux fois, j'ai été élu. M'étant engagé à ne pas aller au-delà, je suis ensuite revenu à la vie civile. D'abord comme étudiant, car j'ai repris mes études de droit avec l'ambition d'enfin devenir juge de la jeunesse. J'ai été diplômé, mais je n'ai pas réussi le concours de la magistrature. Alors, j'ai exercé le métier d'avocat, mais je ne me suis pas senti à l'aise dans cette activité un peu trop solitaire à mon goût. Désireux de rejoindre une équipe, je me suis inscrit dans le projet de la Free Clinic à Ixelles où, spécialisé en droit des plus vulnérables, j'accompagne juridiquement, mais aussi un peu psychologiquement des personnes socialement défavorisées, des sans-papiers, des anciens détenus. Ces gens sont parfois confrontés à la maltraitance institutionnelle, ce qui crée chez eux un sentiment d'exclusion, voire antisystème. Quand je les représente devant le tribunal du travail pour faire valoir leurs droits, cela les aide matériellement mais, plus encore, ils constatent une forme de reconnaissance qui les réconcilie un peu avec notre État de droit. Je ne suis plus député mais, d'une certaine manière, je fais encore de la politique.* »

### Ce militaire avait toujours voulu être un artiste



©Ronald Dersin

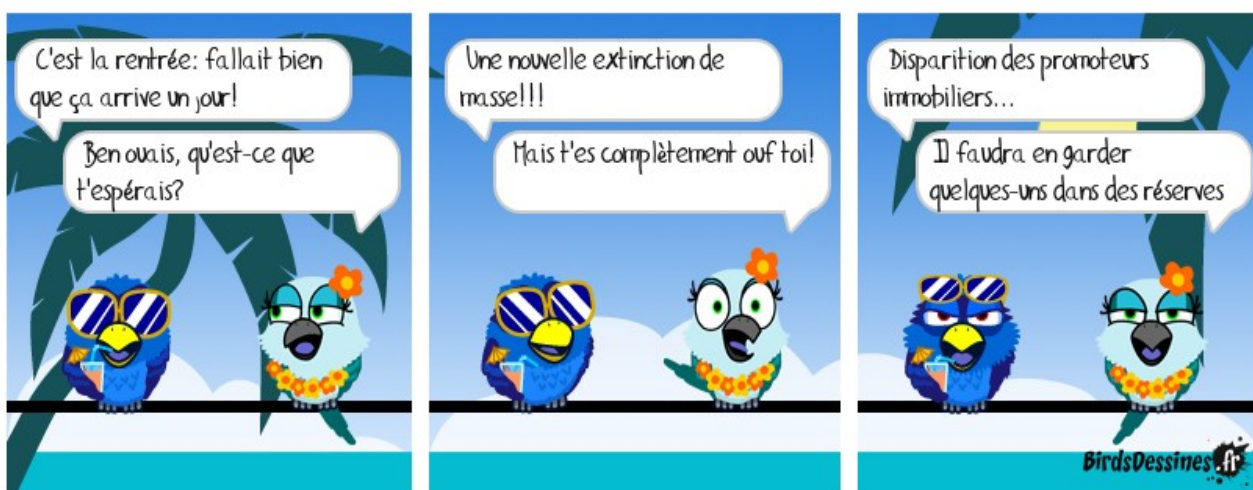
« *Aujourd'hui, avec le recul, je me dis que j'aurais dû me lancer quand j'étais jeune. Que de temps perdu ! Quand on a 20 ans, on prend parfois des décisions impulsives.* » Dans la cinquantaine, Fabien Laloux se réalise enfin. Il est devenu l'artiste qu'il avait toujours voulu être. Du matin au soir, à Morninont, dans son atelier, mais aussi, à l'instar de l'illustre René Magritte, dans sa salle à manger, il sculpte et sculpte encore. Ses œuvres en bronze remplissent toutes les pièces de sa maison. Cependant, c'est son travail en cours qui occupe le plus d'espace : un homme assis, grandeur nature, dont le visage n'a pas encore été défini par son créateur. L'histoire de Fabien donnera de l'espoir à ceux qui se sentent enfermés dans une vie professionnelle qui ne leur correspond pas. « *Mon père était lui-même un très bon peintre et, à 18 ans, j'envisageais de devenir prof de dessin artistique* », raconte-t-il. « *Mais voilà, à 20 ans, sur un coup de tête, après le divorce de mes parents, aussi parce que je voulais voler de mes propres ailes, je me suis engagé à l'armée. J'ai vite compris que ce n'était pas mon truc, mais c'était un emploi stable. Le choix de la raison, pensais-je, mais aujourd'hui, je dirais plutôt celui de la résignation. Au bout de trente ans, cela s'est terminé par une dépression, un congé maladie et, enfin, une mise à la pension d'office. Et c'est à ce moment que ma vie a vraiment commencé. Je me suis totalement investi dans des cours de céramique et de sculpture à l'Acadé-*



mie des Beaux-Arts de Namur. Cela me prenait bien plus de quarante heures par semaine, mais je voulais absolument rebondir, rester actif. Enfin "devenir moi" ». Fabien a déjà fait plusieurs expositions. Plutôt que l'argent, c'est le « plaisir de montrer » qui le motive. Il nous dit des mots que nous avons aussi entendus lors de notre rencontre avec Vincent Decroly, le parlementaire devenu travailleur social : « Il y a une petite voix en chacun de nous qu'on entend dès l'adolescence. Elle nous fait rêver, nous projette dans un avenir fantasmé. Et puis les circonstances de la vie font que parfois on ne l'entend plus, on s'en écarte. Mais la petite voix est toujours là, on peut la retrouver. Elle peut nous sauver la vie. » <https://fabienlaloux.weebly.com/>

Michel BOUFFIOUX, journaliste  
Publié le 14-07-2024

## Occupons le Terrain - 30 août 2024



### Le billet de la rédac' :

Cette fois, c'est vraiment la rentrée ! Et celle d'Occupons le Terrain promet d'être particulièrement animée puisque nous entamons la 2e phase de notre campagne « Stop Béton maintenant ! » avec évidemment, en ligne de mire, les élections communales. Vous trouverez tous les renseignements « À la Une » de cette newsletter.

Autre bonne nouvelle : nous abordons cette rentrée avec de plus en plus de collectifs qui nous rejoignent, comme en témoignent les cinq adhésions annoncées dans ce numéro. Que vous soyez un collectif ou une personne à titre individuel, n'hésitez pas à suivre ce bon exemple. Ensemble, on est plus fort et on va plus loin!

Dans ce numéro comme dans le précédent, les nouvelles viennent essentiellement de la province de Liège : hasard de l'actualité de l'été ou vitalité particulière des collectifs et de la régionale OLT dans cette région ou un peu des deux... Mais, rassurez-vous, nous mettrons très vite un soin particulier à nous faire l'écho de tout ce qui se passe d'Eupen à Mouscron et de Waterloo à Virton.

Le prochain numéro de notre newsletter paraîtra dans trois semaines (le 18 septembre) puis nous reprendrons notre rythme bimensuel. D'ici là, bonne lecture et, nous l'espérons, bonne entrée en action avec nous pour le Stop béton.

### À la Une

#### Le « Stop Béton Maintenant ! » déboule sur les élections communales

Lors des élections régionales de juin 2024, les différentes actions menées dans le cadre de notre campagne



« Stop Béton maintenant ! » ont engendré une belle mobilisation citoyenne et un impact médiatique indéniable.

Il est temps maintenant, en vue des élections communales et provinciales d'octobre 2024, de surfer sur cette première vague et de porter encore plus fort nos revendications.

Découvrez dans notre article complet le bilan de la première phase de notre campagne ainsi que les différentes actions prévues pour débiter la deuxième.[...]



## Bienvenue

### **Liège - Sauvons la basilique de Cointe**

Ce collectif s'oppose à la transformation radicale de la basilique de Cointe, à Liège, qui est un site classé de grand intérêt environnemental. Le promoteur envisage de la transformer en salle d'escalade, avec un restaurant gastronomique, entraînant dans son sillage les habituels problèmes de mobilité que ce type de projet engendre habituellement.

Nous leur souhaitons plein succès dans leur entreprise. [...]



### **Aywaille - Stop Béton - Protégeons nos campagnes**

Le collectif s'est constitué afin de contrer un projet de modification de voirie dans le but de construire un lotissement d'une quinzaine de maisons unifamiliales sur un terrain de 2,2 hectares. L'endroit choisi est le hameau de Fy (village de Harzé) qui verrait ainsi le nombre d'habitations doubler !

Nous leur souhaitons de parvenir à protéger et à sanctuariser un terrain agricole qui n'a que faire de ce genre de projet. [...]

### **Aywaille - Awan Debout**

Le collège communal d'Aywaille a pris le nouveau Schéma de Développement Communal (SDC) comme bras de levier (ou chausse-pied ?) pour imaginer un projet énorme : bétonner plus de 15 hectares de terres vertes et construire entre 250 et 500 nouveaux logements dans le village d'Awan !

Mais le Schéma de Développement Territorial de la Wallonie veut limiter l'urbanisation hors des centres



des communes. Qu'à cela ne tienne : le nouveau SDC d'Aywaille a intégré le village d'Awan dans la « centralité » de la commune!

Le collectif Awan Debout a décidé de réagir contre la démesure d'un tel projet qui n'a pas sa place en milieu rural. Nous leur souhaitons une victoire entière et définitive ! [...]



### **Waremmé - Sauvons le bois de la Tannerie**

Le collectif s'oppose à un projet immobilier aux abords du centre-ville de Waremmé. L'endroit, qui est la continuité de l'étang de pêche, est un lieu très apprécié pour l'accueil de la biodiversité. Le projet consiste à construire 53 places de parking, un immeuble à appartements, un centre médical, un centre polyvalent, un espace communautaire et des bureaux. Et pour construire tout ça, il faut simplement raser le bois !

Nous souhaitons au collectif plein succès dans leur lutte ! [...]



### **Durbuy - Préservons Barvaux**

Le collectif s'oppose à un projet immobilier qui prévoit la construction de plusieurs immeubles surdimensionnés, ce qui entraînerait la destruction d'une partie importante du terrain arboré sur le site des Oblats en plein cœur de Barvaux. Soutenu par la Commune de Durbuy, qui a acquis des terrains pour faciliter sa



réalisation, ce projet suscite de vives inquiétudes parmi les riverains et les défenseurs de l'environnement. Nous souhaitons au collectif de ramener les pouvoirs publics à un peu plus de raison. [...]



## VICTOIRES

### Liège - Il n'y aura jamais de lotissement à la Chartreuse



Un avenir sans lotissement sur l'ensemble du site de la Chartreuse à Liège et une réhabilitation intelligente du fort.

C'est la réjouissante promesse qu'a faite tout récemment le Bourgmestre Willy Demeyer. Une perspective d'avenir positive et une victoire de grande ampleur pour le collectif Un Air de Chartreuse, les ZADistes qui ont occupé le site en 2022 et les milliers de personnes qui ont contribué durant ces sept dernières années à la lutte pour sauver la Chartreuse. [...]

### Pays de Herve - Trois fois Non à l'extension de Joskin !

C'est une victoire encore très provisoire mais elle n'était vraiment pas garantie: les trois communes

concernées (Herve, Soumagne et Fléron) ont refusé la demande d'extension de la société Joskin sur des terrains agricoles et avec des compensations fantaisistes au Plan de Secteur.

La décision (provisoirement) finale est dans les mains du Gouvernement wallon. L'expérience incite à être prudent et à maintenir la mobilisation. [...]



## ENQUÊTES PUBLIQUES : RÉAGISSONS !

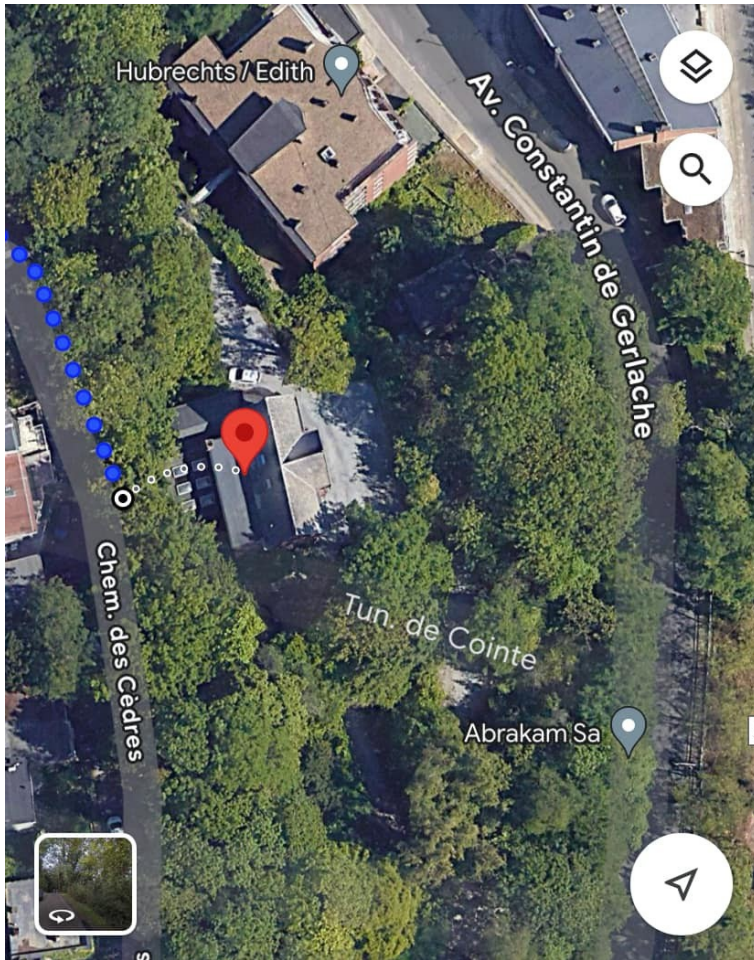
*Dès aujourd'hui, les enquêtes publiques en cours sont groupées sur une nouvelle page dédiée sur notre site.*

*Cliquezci-dessous :*

<https://occuponsleterrain.be/?nltr=NDQ7MTUyMDtodHRwczovL29jY3Vwb25zbGV0ZXJyYWluLmJlL2-VucXVldGVzLXBBIYmxpcXVlcyI lbiI j b3Vycy87O2U3OTk5NDk2ZTAzOTczYzlhY2U2MGU2NzkIYTRiNz-Qz>

**Liège - Comment bien remplir son escarcelle avec un chausse-pied...**





Même une simple villa sur une parcelle arborée donne des idées déjantées aux promoteurs (un en tous cas). L'endroit se trouve au pied de la colline de Cointe, à deux pas de la gare des Guillemins. Si le projet prévoit la rénovation/transformation de la villa en appartements – ce qui nous semble raisonnable – il prévoit aussi de construire 3 immeubles d'appartements, nécessitant l'abattage des arbres sur la parcelle. L'enquête publique vient de débuter mais la lettre de réclamation n'est pas encore prête: si vous tenez cette page à l'œil, elle y apparaîtra bientôt, et vous pourrez la compléter et la transmettre à l'administration communale de Liège. [...]

### **Ans - Nouvelle version du projet d'urbanisation « Jardin des Waroux »**



Le nouveau projet sera consultable du 2 au 16 septembre à l'administration communale, date de clôture pour la réception des réclamations.

L'enquête publique va donc débuter et la lettre de réclamation à compléter sera mise en ligne dès que le

collectif aura analysé le dossier. Si vous tenez cette page à l'œil, elle y apparaîtra bientôt, et vous pourrez la compléter et la transmettre à l'administration communale d'Ans. [...]

### **Liège - Réaffectation de l'ancien charbonnage « Espérance et Bonne Fortune » (Burenville)**

Une enquête publique est en cours jusqu'au 18 septembre pour un projet de réaffectation d'un ancien charbonnage du côté de Burenville.

Le dossier est consultable sur le site de la Ville de Liège via ce lien :<https://occuponsleterrain.be/?nltr=ND-Q7MTUyMDtodHRwczovL3d3dy5saWVnZS5iZS9mci92aWUyY29tbXVhYXVxL3NlcnZpY2VzLWNvbWl1bmFleC9lcmJhbmlzbWUvZW5xdWV0ZXMtcHVibGlxdWVzLWFubm9uY2VzLWRILXByb2pldHMvZW5xdWV0ZXMtcHVibGlxdWVzL3BlcmIpcy0yMDI0L2Fkb3B0aW9uLWRLXN-jaGVtYSIkMjAxOW9yaWVudGF0aW9uLWxvY2FsLXNvbCIuZGVnLTUwYmlzLWRpdCIlc3Blcm-FuY2UtZXQtYm9ubmUtZm9ydHVuZT9mYmNsaWQ9SXdZMnhqYXdfOVhaOWxISFJlQTJGbGJRShN-QUFCSFdFdGIEYtZYS0tsSVVqTExEVHNNNFZjLTY4dHISUXFlbljsR25ydVYxSXRuYkRUU2pSdEVhTDIm-QV9hZWlFWXBBdTBncWlnZ2VBRHVibXhSSW95UTs7YTU3Y2QxOTJhODQzNGVmY2Y4ZTQ5Njlm-jcIOTUIM2Q%3D>

Une lettre de réclamation à compléter sera mise en ligne dès que le collectif aura analysé le dossier. Si vous tenez cette page à l'œil, elle y apparaîtra bientôt, et vous pourrez la compléter et la transmettre à l'administration communale de Liège.



### **Andenne - Un nouvel immeuble en bordure de la Plaine d'Anton ?**

Nouveau projet de construction d'un immeuble démesuré (5 étages, 34 appartements, 62 m de façade et 15,50 m de hauteur) à Andenne !

Le collectif « Touche Pas à Ma Campagne » s'oppose à ce projet (et à ceux de deux immeubles voisins) parce qu'ils sont complètement inappropriés à cet endroit et qu'ils constituent un moyen détourné de commencer l'urbanisation de la Plaine d'Anton, refusée par des milliers d'Andennais.e.s.

RÉPONDEZ À L'ENQUÊTE PUBLIQUE qui a lieu du 20/08 au 4/09. Pour vous aider à répondre, une lettre type a été rédigée. Les modalités pour répondre se trouvent sur le site de la ville. [...]

## **Nouvelles des collectifs et des mouvements**

### **Stop Béton maintenant ! - Cela bouge en région liégeoise**

Au début du printemps, un oiseau est remonté du sud – peut-être des plateaux du Larzac ou de Notre-Dame des Landes – et a traversé en tous sens la région liégeoise (et même un peu au-delà). En dix jours, il est passé à 30 endroits, a visité 30 collectifs luttant contre des projets inadapés, démesurés, inutiles, des-



tructeurs...

Depuis peu, l'oiseau est de retour. Les collectifs liégeois d'OLT vont l'accueillir lors de différents événements où les enjeux d'aménagements du territoire seront au menu. Ensemble ils diront : « Stop Béton Maintenant ! ». Découvrez avec nous ses (premiers) lieux de passage.[...]

**POUR DES TERRITOIRES VIVANTS,  
STOP BETON MAINTENANT!  
EVÈNEMENTS EN PROVINCE DE LIÈGE**

24 AOÛT - ANS  
Fête de l'été

31 AOÛT ET 1 SEPT - LIÈGE  
Retrouvailles

8 SEPT - CHÊNÉE  
Le Ry-Ponet en fête!

15 SEPT - BONCELLES  
Grande brocante

20 SEPT - REMOUCHAMPS  
Le futur de l'aménagement du territoire de  
la commune d'Aywaille  
Débat entre les partis politiques en vue des élections

22 SEPT - COINTE  
Un village dans la ville

25 SEPT - HERVE  
Projection du film "Après la pluie".  
Interventions du Contrat de rivière-Vesdre et de  
Bertrand Leterme: "Changement climatique: quelle  
action locale face à phénomène global?"

29 SEPT - PLÂTEAU DE HERVE  
Balade gourmande à vélo

2 OCT - HERVE  
Soirée d'interpellation des politiques

6 OCT - SERAING  
Grand rassemblement Stop Béton

Une campagne, un manifeste, des actions, rejoignez nous!  
DES CENTAINES DE KILOMÈTRES CARRÉS À PRÉSERVER

[www.occuponsleterrain.be](http://www.occuponsleterrain.be)  
[facebook.com/OLTliege](https://facebook.com/OLTliege)  
[olt.liege@gmail.com](mailto:olt.liege@gmail.com)  
0486423803

### **Herve et Aywaille - Des collectifs s'unissent pour le Stop Béton !**

La perspective des élections communales et notre campagne « Stop béton maintenant ! » font naître des collaborations nouvelles dans des communes où existent plusieurs collectifs. C'est évidemment le cas dans de grandes villes comme Liège et Namur. Mais c'est aussi le cas ailleurs.

Ainsi à Herve et à Aywaille – deux petites villes situées chacune à une vingtaine de kilomètres de Liège et fortement impactées par l'urbanisation galopante, les projets de création de lotissements et d'extension de zonings artisanaux ou industriels – les collectifs locaux ont travaillé ensemble et mis en place des soirées d'interpellation des listes qui se présentent aux élections et même d'autres activités d'information (vous en trouverez la liste dans notre Agenda).

Des expériences inspirantes pour d'autres communes et des solidarités à approfondir après les élections...

### **Liège - Murer ou se murer à la Chartreuse ?**

Le bourgmestre de Liège a promis qu'il n'y aurait jamais de lotissement sur le site de la Chartreuse... juste après qu'une entreprise ait muré les entrées de l'enceinte du site du fort – sans qu'aucune information préalable ait été donnée aux habitants du quartier et aux défenseurs du site.

Comment peut-on promettre à ceux-ci qu'il pourront prendre part demain à une discussion sur l'avenir du site tout en ne prenant même pas la peine de leur donner aujourd'hui ne serait-ce qu'une simple information sur les travaux décidés et entrepris à l'initiative de la Ville sur ce même site ? [...]





## Analyses

### Les mythes de la construction neuve

« La construction neuve est indispensable pour créer du logement », « La construction de logements neufs rend le logement plus abordable », « Les constructions neuves sont des modèles de durabilité », « La démolition-reconstruction vaut mieux que la rénovation ».

Quatre affirmations que le secteur de la construction essaie de présenter comme « de bon sens »... et que Canopea met en pièces dans une analyse fouillée et implacable. À ne pas manquer !



L'article de Canopea :

<https://occuponsleterrain.be/?nltr=NDQ7MTUyMDtodHRwczovL3d3dy5jYW5vcGVhLmJlL2xlcylteX-RoZXMtZGUtbGEtY29uc3RydWN0aW9uLW5ldXZlZs7NTFmYTk4MGM5YmM2NzVIMjYyM-jAlNTkwZDFhMzcwNWU%3D>

## **Bâtir des lieux, la nouvelle stratégie des luttes**

Base, café associatif, centre autogéré. Ces dernières années, les militants multiplient les lieux d'accueil et d'organisation des luttes écologistes. Une action « indispensable pour gagner la bataille culturelle », selon eux.

Cet article du média français en ligne Reporterre présente une série d'expériences et de réflexions sur cette manière d'occuper le terrain pour préparer et faire vivre les luttes. Une réflexion marquée par le contexte français mais pleine d'intérêt aussi pour nos luttes en Wallonie.



Voir Reporterre

## **Appel à la solidarité**

**Soutenez notre campagne pour un Stop Béton maintenant !**

Toute campagne visant à faire bouger les lignes nécessite essentiellement deux choses pour sa réussite: des moyens financiers pour permettre de la visibiliser dans l'espace public et une mobilisation durable dans le temps.

Sur le premier point, vous pouvez nous aider en participant au crowdfunding pour financer le matériel de campagne: banderoles, drapeaux, affiches, flyers, manifestes imprimés, autocollants,...

Sur le deuxième point, vous pouvez marquer votre soutien en signant notre charte et en rejoignant une coordination zonale dans votre région.

Vous pouvez aussi nous aider à gagner en visibilité en partageant nos publications sur les réseaux sociaux et en parlant de la campagne autour de vous.

Le nombre fait la force, rejoignez-nous!

### **Pétitions déjà publiées précédemment**

*Petit changement de formule: dorénavant, les pétitions en cours déjà publiées dans une précédente newsletter se retrouvent dans une nouvelle page sur notre site.*

*Cliquez ci-dessous pour l'afficher.*

Les pétitions en cours :

<https://occuponsleterrain.be/?nltr=NDQ7MTUyMDtodHRwczovL29jY3Vwb25zbGV0ZXJyYWluLmJlL3Blid->

## À vos agendas

L'agenda bénéficie dorénavant de sa page dédiée sur notre site.

Bonnelles - dimanche 15 septembre - **Grande brocante**



# Le dimanche 15 septembre 2024 Grande brocante

3ème édition  
organisée par l'asbl **Esprit Bonnelles**

## Où ? Quartier de l'église

Rue du Presbytère, Rue du Châtaignier, Voie du Pahis, Rue du Tige Blanc (à partir de rue du Moulin + rue des Messes jusqu'aux n° 74 & 93), Voisinage de la Tour (limite de fin n° 41 & 50)

### Prix emplacement riverain :

5 m sans voiture = **10 euros**

### Prix emplacement non riverain :

10 m avec voiture incluse à vos côtés = **15 euros**

#### Réservation par sms :

**0488 40 05 78**

NOM + Prénom + adresse postale complète si riverain + gsm + nombre et type d'emplacement(s)

**Réservation effective uniquement après paiement**

**BE18 9734 3217 6965**

**Aucune réservation ne sera prise suite à un message vocal**

**Merci :-)**

#### Pour toute information :

**0488 40 05 78** (lundi + mercredi entre 18h et 20h uniquement)

**0498 14 33 20** (vendredi entre 18h et 20h uniquement)

**0478 33 17 12** (mardi + jeudi entre 18h et 20h uniquement)

Ne pas jeter sur la voie publique

Bar & petite restauration assurés par  
**Move and Drink et Lilou's Food**

L'asbl « Esprit Bonnelles » organise ce 15 septembre prochain la 3ème édition de sa Grande Brocante.

Une occasion unique de se rencontrer, de partager et... de chiner!

Pour les brocanteuses et les brocanteurs, la réservation des emplacements est d'ores et déjà ouverte.[...]

**Aywaille - vendredi 20 septembre - Débat politique**





Organisé par plusieurs collectifs locaux, ce débat intitulé « Le futur de l'aménagement du territoire de la commune d'Aywaille ». réunira des représentants des listes qui se présentent aux élections. Au centre récréatif de Remouchamps (Rue Marsale 10 à 4920 Aywaille-Remouchamps) en soirée. Précisions à venir.[...]

**Liège - samedi 21 septembre - Auberge espagnole à Arbrefontaine**



Le collectif de l'Arbrefontaine organise une grande auberge espagnole de midi à 18h dans la rue Ansiaux, qui sera bloquée à la circulation pour l'occasion. Un barbecue sera mis à disposition, chacune amenant plats froids, salades et boissons à partager. Un petit jeu d'eau sera installé pour les enfants. [...]

**Liège - dimanche 22 septembre - Un village dans la ville (Cointe)**

Une journée dédiée à la nature à Cointe où il y en aura pour tous les goûts : conférence sur l'histoire de Cointe, petit train touristique, ouverture du phare du monument interalliés, balades organisées par lacYme et le DNF, jeux pour les enfants...



Tout est gratuit sauf les boissons et nourriture (attention : il n'y a plus de distributeurs de billets dans le quartier !). [...]

### Herve - mercredi 25 septembre - Ciné-débat « Après la pluie »

Projection du film « Après la pluie » suivie des interventions du Contrat rivière Vesdre et de Bertrand Leterme : « Changement climatique : quelle action locale face à ce phénomène global ? ».

À l'Espace Deschamps (Herve) à 19h30. [...]

### Liège - dimanche 29 septembre - Débat « Le logement pour tous »



Logements vides, risque de gentrification, logements insalubres, discriminations d'accès au logement et envers les sans chez-soi, expulsions, habitat léger... le pouvoir communal peut agir.

Nous demanderons aux représentants des partis (Vert Ardent, PTB, PS, MR, Les Engagés) de réagir à nos propositions dans une formule originale qui évite le format classique des débats électoraux.

Organisé par le MOC de Liège avec le CP-CR, le CIEP et le RWDH - au CP-CR, rue Jonruelle, 10 à Liège.

[...]

**Herve - dimanche 29 septembre - Balade gourmande**

Balade gourmande à vélo reliant les 3 sites en contestation sur le plateau de Herve avec pour objectif d'informer et d'échanger!

Plus d'infos à venir sur la page Facebook d'Attaque la ZACC ! [...]

**Herve - mercredi 02 octobre - Soirée « Interpellations politiques »**



Soirée d'interpellations des têtes de liste qui se présentent aux élections communales sur le plateau de Herve. Thèmes abordés (avant échange libre avec le public): biodiversité, vie rurale, terres agricoles, inondations-puits de chaleur, participation citoyenne.

Plus d'infos à venir sur la page Facebook d'Attaque la ZACC ! [...]

**RENDEZ-VOUS À LA MARE AUX JONCS  
LE DIMANCHE 06 OCTOBRE À 11:00**



**06**  
**10**

**GRAND RASSEMBLEMENT :**  
**STOP BETON DANS NOS BOIS ET**  
**NOS PRAIRIES !**



**le Bois du Val**  **Esprit BONCELLES** 

Rassemblement organisé par : **Le Bois du Val - Esprit Bonnelles - Occupons le Terrain**

Ne pas jeter sur la voie publique • Éditeur responsable : Ascension Martinez Andres - Cour du Val 31/2, 4100 Seraing

**Seraing - dimanche 06 octobre - Rassemblement « Stop Béton » à la Mare aux Joncs**

Les collectifs Le Bois du Val et Esprit Bonnelles organisent un grand rassemblement citoyen à 11h à la Mare aux Joncs pour réclamer des pouvoirs publics qu'ils agissent en faveur d'un arrêt pur et simple de la bétonisation des bois et des prairies de la commune de Seraing. [...]



# Victoires sur les trottoirs

C'est la ville brésilienne de Sao Paulo qui, dès 2007, fut pionnière en la matière et supprima les 8 000 panneaux publicitaires de ses rues. Plus près de nous, on notera ensuite les actions d'enlèvement totales ou partielles des panneaux publicitaires en France : Grenoble (2014), Rennes (2017), Bordeaux (2019), Lyon I (avril 2024) et bientôt Marseille.

Il faut dire que ces MUPI (mobiliers urbains pour l'information) sont une des publicités les plus dérangeantes : posés en général sur les trottoirs, ils entravent le passage des parents avec poussettes ou des personnes handicapées avec leurs « rolators ». Ils distraient les automobilistes qui les croisent et parfois même, lorsqu'ils sont posés près d'un carrefour, empêchent de voir les véhicules qui arrivent perpendiculairement.

Les actions des militants qui cachent les pubs ou les détournent ne sont probablement pas étrangères aux évolutions positives enregistrées. Mais la répression s'organise aussi et on se souviendra ainsi de ces deux militants liégeois qui, pour avoir enlevé 2 bâches publicitaires, furent attraités en justice pour « vol ». Un collectif nommé « Bruxelles sans pub » est aussi actif sur la capitale. Il se bat pour la disparition des réclames dans l'espace public et joint le geste à la parole : les activistes ouvrent les MUPI et enlèvent ou surcollent les publicités de messages critiquant vigoureusement la pub ou d'affiches artistiques.

En effet, la capitale de l'Europe est, elle aussi, victime de l'invasion publicitaire. Même si un cadastre précis n'existe pas, on évalue à 3 500 les publicités en rue. En outre, on en trouve sur les abribus qu'elles financent en partie. On trouve aussi près de 500 publicités installées dans les espaces privés, mais visibles depuis la voie publique. Au total, près de 5 000 publicités tentent de capter le regard des citoyens.

## À BRUXELLES AVANCÉE PROMISE

Le gouvernement bruxellois vient de revoir le règlement régional d'urbanisme (RRU). Il prévoit de réduire d'au moins de moitié l'ensemble des panneaux recensés dans la ville. Des règles précises ont été édictées : 2 panneaux ne peuvent pas se trouver à moins de 50 mètres l'un de l'autre et ils devront être éteints entre 1h et 6h. Interdits près des espaces verts, des monuments classés, ils devront être placés à plus de 20 mètres d'un carrefour. Si le RRU passe les étapes législatives encore prévues, l'aspect de la ville s'améliorera à terme et les regards des passants ne seront plus autant happés par ces dispositifs qui poussent à la consommation.

La seule résistance pourrait venir de certaines communes qui verraient d'un mauvais œil la disparition de sources de revenus provenant des redevances et taxes sur ces dispositifs. Les montants varient de 200€ par an et par m<sup>2</sup> pour les dispositifs statiques et jusqu'à plus de 400€ pour les dispositifs roulants ou animés. Selon les communes, les recettes sont comprises entre 10 000€ et 100 000€ par an, soit fort peu dans un budget communal. Certaines voudraient une compensation de la part de la Région, mais ce n'est pas prévu. Et puis, devenus plus rares, les panneaux restants... pourront être taxés plus cher.

Hélas, le nouveau règlement n'entrera en vigueur qu'en 2025 et l'on devra respecter les contrats signés avec les sociétés (Decaux et Clear Channel) pouvant aller jusqu'à 6 et 9 ans. L'amélioration de l'aspect de la ville ne se fera que progressivement et les « Cacheurs de pub » ont affirmé qu'ils continueraient leurs actions de rébellion jusqu'à ce que les publicités de rue disparaissent totalement.

Alain ADRIAENS (Kairos 65)

1. Depuis le 1er avril, les écrans bradant des voyages en avion dans les couloirs du métro sont définitivement éteints. Bannir les publicités de l'espace public était l'une des promesses des écologistes pour conquérir la Métropole lyonnaise en 2020. C'est (quasi) chose faite dans les 58 communes de la collectivité depuis l'adoption en juin 2023 d'un nouveau règlement local de la publicité (RLP). Cet outil administratif encadre les lieux d'implantation et la taille des réclames. En combinant ces deux paramètres, la présence de la publicité en ville va baisser de 60 à 70 % d'ici 2026.



# Kristin Ross : « La solidarité n'est pas une émotion, mais une stratégie révolutionnaire »



L'autrice Kristin Ross voit dans de nombreuses luttes actuelles la réactivation de l'idéal d'auto-détermination et de participation hérité de la Commune. La répression des ZAD et du mouvement écologiste s'explique alors par la peur de l'État de voir son autorité remise en question, et que la terre, se soulevant, ne nourrisse toutes les luttes.

**Ces derniers mois, une répression politique particulièrement brutale (armes de guerre déployées contre les manifestants anti-bassines, dissolution des Soulèvements de la Terre) s'abat sur les militants écologistes. Comment interprétez-vous ce tournant autoritaire ?**

La brutalité policière dont j'ai été témoin à Sainte-Soline, je l'avais déjà vécue auparavant, lors de certains assauts policiers sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, où des grenades avaient également été utilisées. Le même type d'utilisation indiscriminée d'armes de guerre par les forces de police s'est produit, par exemple, en 2018 à Nantes, après l'évacuation de la ZAD par les militaires. Dans ce cas, c'est toute la ville de Nantes qui a été gazée – des parents qui allaient chercher leurs enfants à l'école, des touristes au hasard. Et n'oubliez pas que les Gilets jaunes ont été victimes de violences policières ciblées qui ont fait de nombreux blessés graves. Ce type de répression policière n'est donc pas un phénomène nouveau.

**Quels sont les points communs entre tous ces mouvements victimes de répression ?**

Tous les mouvements émancipateurs ont été et seront confrontés à la répression militaire et policière, qu'il s'agisse de la Commune de Paris, de la longue lutte pour les droits civiques aux États-Unis ou de la rébellion zapatiste au Mexique. À l'heure actuelle, un mouvement écologiste militant comme les Soulèvements de la Terre constitue le mouvement émancipateur le plus visible en France. Il faut souligner cette visibilité comme tactique : le caractère hautement public de leurs actions et de leur mise en scène dramatique.

C'est cette visibilité – un peu comme la devise obsédante des Gilets jaunes, « On est là » – qui a déclenché l'ire du gouvernement et généré le degré de violence de la répression à leur rencontre. Le 25 mars 2023, 30 000 personnes venues de toute la France et d'ailleurs se sont frayé un chemin à travers les champs de Sainte-Soline pour protester contre le stockage et la privatisation de l'eau par l'agro-industrie. Ce n'est pas rien. Surtout quand la grande majorité des manifestants ne savait probablement pas ce qu'était une méga-bassine il y a 18 mois.

L'ampleur de la mobilisation à Sainte-Soline explique l'état de panique dans lequel s'est retrouvé le gouvernement, car elle montre à quel point les Soulèvements de la Terre ont réussi à faire de l'éducation politique, à créer une conviction partagée et une perception commune en très peu de temps. Elle montre que les gens sont prêts à manifester publiquement leur colère contre les crimes commis par les grandes industries dans les campagnes.

## **Est-ce le signe d'un gouvernement aux abois ou, au contraire, d'un État qui montrerait sa vraie nature ?**

Juste après le 25 mars, l'historien Christophe Bonneuil a écrit une très bonne analyse dans *Reporterre* sur les violences policières qui ont eu lieu à Sainte-Soline ; il a commencé par poser la question de savoir pourquoi le gouvernement était prêt à faire la guerre à ses propres citoyens pour protéger un trou dans le sol. Il situe d'abord la violence gouvernementale dans le contexte de la réforme des retraites et de la nécessité de présenter une force d'opposition à toute épreuve face aux manifestations dans les villes. En outre, le gouvernement doublait du même coup son soutien inconditionnel à l'agriculture productiviste. En fin de compte, conclut-il, le gouvernement apparaît disposé à tuer ses propres citoyens quand l'ordre social injuste produit par le capitalisme se retrouve sérieusement menacé.

Mais j'ajouterais un facteur supplémentaire à l'analyse de Christophe Bonneuil en ce qui concerne la panique du gouvernement et sa volonté d'aller jusqu'au meurtre pour empêcher que de plus en plus de personnes soient prêtes à exprimer publiquement leur colère. Les forces de l'ordre se moquent de la multiplication du nombre d'études et de rapports sur la destruction des mondes vivants par le capitalisme. Ce ne sont pas les statistiques, les données et les tables rondes universitaires sur les crises écologiques qui les embarrassent. En revanche, que 30 000 personnes soient prêtes à manifester dans la campagne poitevine contre les méga-bassines, ça c'est une donnée qui leur parle et qui les dérange.

## **Dans votre dernier ouvrage, vous racontez en détails votre « rencontre » avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Vous avez semblé voir dans ce lieu et chez ceux qui y vivent comme un « air de famille » avec la Commune de Paris. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?**

« Air de famille » n'est pas tout à fait le terme adéquat. Il n'y a rien de génétique ou de familial dans la relation entre la Commune de Paris et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Je ne dis pas que Notre-Dame-des-Landes est l'héritière ou la réincarnation de la Commune de Paris. Je dis que la Commune et Notre-Dame-des-Landes sont chacune des manifestations d'une formation sociale, d'un mode de vie qui s'épanouit lorsque l'État recule ou est contourné et auquel on peut donner le nom de « commune ». C'est à la fois un mouvement et un territoire partagés en commun : c'est un mouvement politique qui est aussi l'élaboration collective d'un mode de vie désiré, les moyens devenant la fin.

La forme-Commune ne se manifeste pas de la même manière à travers le temps ou les clivages régionaux ou nationaux. Ce n'est pas une abstraction. Le même terme a été donné historiquement aux formations urbaines bourgeoises du Moyen Âge européen, aux communautés paysannes agricoles dans les campagnes du monde entier, à l'aspect le plus radicalement démocratique de la Révolution française, aux désirs qui fleurissaient dans les clubs ouvriers de Paris et d'autres villes françaises à la fin du Second Empire – désirs d'un monde construit sur l'association et la coopération qui ont donné naissance à la Commune de Paris. Ces deux dernières pratiques, l'association et la coopération, ainsi qu'une troisième – la participation – sont les mots d'ordre de la forme-Commune.

## **L'une des principales caractéristiques de la forme-Commune, dites-vous, est aussi le soin qu'elle met à réinventer la vie quotidienne...**

Étymologiquement, le mot « commune » signifie simplement « association », « partage d'intérêts ». Il ne s'agit donc pas tant de gouverner que de travailler ensemble autour de préoccupations communes, assez pragmatiques, comme celles que recouvre l'idée de subsistance. L'échelle de la vie dans la forme communale est telle que, selon les mots de William Morris, le plus grand défenseur britannique de la mémoire de la Commune de Paris, « *on peut prendre plaisir à tous les détails de la vie* ». L'accent n'est pas tant mis sur la petitesse que sur une échelle appropriée pour permettre le démantèlement de la bureaucratie et son remplacement par une participation pleine et entière.

Les idées de Morris sur la participation font écho au seul document officiel, presque « programmatique » publié pendant la Commune de Paris : la Déclaration au peuple français du 19 avril 1871. Celle-ci proclame « *l'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées [et] la libre défense de leurs intérêts* ». S'intéresser (et être responsable) des détails matériels de la vie quotidienne – son travail, ses matériaux, ses processus, ce que nous appelons la subsistance – était pour Morris ce qui constituait le bonheur.

Reconstruire un monde post-productionniste sur le modèle de la Commune signifie, selon ses termes, redécouvrir que « *le vrai secret du bonheur est dans l'intérêt qu'on prend à tous les détails de la vie quotidienne et dans leur élévation par l'art, au lieu d'en confier la réalisation à des tâcherons déconsidérés* ». Les

communes sont une réappropriation collective de l'espace et du temps, non pas dans le sens d'une possession mais plutôt dans le sens d'une création.

**La forme-Commune se distingue donc par son caractère inachevé et dynamique... Est-ce d'ailleurs pour cette raison qu'on ne peut pas qualifier la forme-Commune de « concept » ?**

La forme implique un engagement à rester ouvert à l'improvisation collective et à la confrontation créative avec la situation présente – une situation toujours changeante. La transmutabilité de la forme-Commune a tout à voir avec la particularité de la situation locale (son histoire, les besoins des personnes et des autres êtres vivants qui y habitent, etc.) et des individus qui composent chaque commune. Lorsque les ouvriers parisiens ont formé une Commune en 1871, la solidarité qui les unissait était fondée sur leurs quartiers partagés et la reconnaissance qu'ils avaient de leurs intérêts communs en tant qu'ouvriers, sans distinction de nationalité, d'origine ou de métier.

Lorsque des paysans, des squatteurs, des commerçants, des élus, des anarchistes, des naturalistes et d'autres groupes et individus différents se sont associés pour créer une « zone à défendre » à Notre-Dame-des-Landes, ils ont créé et maintenu une forme de solidarité très différente, qui a fait converger une énorme diversité de personnes et d'intérêts. Pourtant, ces personnes partageaient un ennemi commun, « l'aéroport et son monde », et ils savaient, avec Kropotkine (*lire ci-dessous*), que la solidarité n'est pas une émotion ou un sentiment, mais plutôt une stratégie révolutionnaire, et même la stratégie la plus importante à notre disposition.

**Pierre Kropotkine** (1842-1921) est un philosophe et scientifique russe, surnommé « prince anarchiste » en raison de son ascendance noble. Il est considéré comme le fondateur du communisme libertaire, mais fut aussi un anthropologue et zoologue hors pair, à qui l'on doit un ouvrage majeur, *L'Entraide*, un facteur de l'évolution, résolument hostile aux interprétations du darwinisme qui ne retiennent que la compétition entre espèces – humains compris.

**Comment se prémunir de l'isolement de la ZAD ? Par exemple, à Notre-Dame-des-Landes en 2018, une victoire a été remportée grâce à l'annulation de la construction de l'aéroport : l'absence de lutte locale forte et existentielle à mener ne condamne-t-elle pas la ZAD à se normaliser ou, au contraire, à s'isoler du reste du monde, à former un monde égalitaire autonome et clos sur lui-même, comme le redoutaient d'ailleurs Kropotkine et Élisée Reclus ?**

Personne n'est peut-être plus conscient des dangers de l'isolement ou du repli sur soi que les occupants eux-mêmes. L'une des qualités les plus inébranlables de Notre-Dame-des-Landes est justement son ouverture sur le monde : son implication dans des luttes autres que la sienne ; sa volonté d'être conviviale et d'accueillir les milliers de personnes qui voulaient s'y rendre ou qui se joignaient aux manifestations ; les liens et canaux de communication tissés et maintenus avec divers soutiens à travers la France et au-delà ; les flux de personnes, d'amis, de légumes et d'idées entre la ZAD et les villes voisines, telles que Rennes et Nantes...

**Après la victoire sur l'aéroport, le danger de l'isolement était peut-être à son comble, car l'ennemi, bien que toujours présent, était désormais moins perceptible. La lutte avait été menée contre « l'aéroport et son monde » mais, maintenant que l'aéroport avait disparu, comment poursuivre la lutte contre ce « monde », c'est-à-dire comment lutter pour interrompre, voire mettre fin à la destruction des mondes vivants par le capitalisme ?**

La Commune et Notre-Dame-des-Landes sont chacune des manifestations d'une formation sociale, d'un mode de vie qui s'épanouit lorsque l'État recule ou est contourné.

L'initiative « Cagette des terres », qui utilisait la nourriture produite collectivement sur la ZAD pour nourrir les postiers en grève, les squats de migrants et d'autres luttes dans la région nantaise, a été l'une des premières réponses. La Cagette a utilisé des pratiques dont les racines remontent à la Commune de Nantes, entre mai et juin 1968 (*lire ci-dessous*). Au-delà du simple objectif de faire perdurer les mouvements au niveau du quotidien et de la subsistance, l'objectif de la Cagette était précisément de renforcer les liens entre villes et campagnes, de renforcer plus généralement la circulation entre les luttes, et au-delà, d'expérimenter d'autres formes de distribution alimentaire que celles dictées par l'économie capitaliste.

Et puis, bien sûr, la création des Soulèvements de la Terre constitue une autre réponse au risque de l'isolement : en amplifiant les luttes écologiques locales dans toute la France, ce danger immédiat a été plus que renversé, la ZAD originelle se trouvant pour ainsi dire « défétichisée », moins centrale dans une lutte qui cherche à relier, comme l'a dit un membre des Soulèvements de la Terre, « la terre des paysans à la planète des écologistes ».

**Commune de Nantes** : En 1968, la ville de Nantes doit faire face à l'effondrement des services publics pendant la grève générale. Une administration parallèle et autogérée se met alors en place pour satisfaire les besoins élémentaires de la ville, notamment des réseaux de coopération et de ravitaillement entre les paysans de la campagne nantaise et les grévistes. Une manière de se réappropriier le quotidien en dehors des méthodes de distribution capitalistes, juge Kristin Ross, qui consacre à cette expérience un chapitre entier de *La forme-Commune*. La lutte comme manière d'habiter (La Fabrique, mai 2023).

**Les grandes villes se distinguent aujourd'hui par leur très faible autonomie alimentaire et par le fait d'avoir rompu les chaînes métaboliques (Marx) qui les liaient au reste du territoire. Est-ce à dire qu'elles ont du même coup perdu leur possibilité de devenir des formes-Commune ? Pour le dire autrement : la Commune de Paris serait-elle possible aujourd'hui à Paris ?**

Il y a certainement eu une forme d'inconscient communal qui s'est réveillé dans de nombreuses grandes villes à travers le monde – d'Athènes à Montréal, de Madrid à Tunis – à partir de 2011 pendant le « Mouvement des places » (*lire ci-dessous*). Dans de nombreuses villes, les habitants se sont appropriés, ont occupés et rendus « publics » des espaces urbains qui étaient jusqu'alors considérés comme privés. Ce qui s'est passé à Paris un peu plus tard donne une idée des difficultés rencontrées dans les situations urbaines, qui sont par définition plus surveillées par les forces de l'ordre que les situations rurales, en partie à cause de la valeur exagérée des biens immobiliers concernés. Même à New York, à proximité de Wall Street, bastion du pouvoir capitaliste, les occupants du parc Zuccotti ont réussi à dormir dehors et à poursuivre leurs expérimentations pendant plusieurs semaines. En revanche, à Paris, lors de Nuit Debout, les occupants ont été expulsés de la place de la République chaque nuit et contraints de reconstruire leurs structures chaque matin !

Henri Lefebvre, dont les travaux inspirent une grande partie de ma réflexion dans ce livre, estimait que les individus et les groupes ne pouvaient se constituer en sujets politiques que s'ils s'appropriaient un espace – à la fois physique et social – qu'ils créaient ensemble et qu'ils géraient pour eux-mêmes. Pour ceux qui ont besoin d'une définition pratique de la forme-Commune, c'est une très bonne définition. L'un de ses exemples est celui des favelas de Rio de Janeiro. Un exemple que j'aborde dans mon livre, c'est la manière dont le Black Panther Party, dans des villes comme Détroit et Oakland dans les années 1960, a effectivement transformé les quartiers noirs en communes-en-acte.

Ce que toutes ces situations urbaines ont en commun, cependant, c'est que les espaces appropriés en question sont des sous-sections de l'espace urbain – quartiers, places, parcs –, et non la ville dans son ensemble. Ce que cela me suggère, c'est que l'échelle est probablement un facteur plus important que toute différence entre les situations rurales et urbaines – comme je l'ai mentionné plus tôt, l'échelle de l'appropriation devrait être telle que la bureau-cratie puisse être remplacée par une participation totale.

**Le Mouvement des places**, aussi appelé Mouvement des Indignés en référence au livre *Indignez-vous !* écrit par Stéphane Hessel, est une série de manifestations et d'occupations qui débute en Espagne le 15 mai 2011 pour réclamer une « démocratie réelle », dans un contexte de mesures austéritaires consécutives à la crise des subprimes de 2007-2008 et de défiance vis-à-vis de la classe politique. D'autres mobilisations similaires se déclarent en Grèce, au Royaume-Uni et aux États-Unis (mouvement Occupy) dans les mois qui suivent.

**Vous dites que les Soulèvements de la Terre sont la « forme-Commune de notre temps », car ils ont réussi à nouer des alliances inédites entre « autonomes », paysans et groupes écologistes... Ne peut-on pas regretter dans cette liste l'absence des mondes ouvriers ? Le Larzac et les Lip (*lire ci-contre*), par exemple, avaient réussi à unir leurs forces...**

Qu'est-ce qu'un paysan si ce n'est un travailleur ? Votre question suggère que le travail ne se produit qu'en milieu urbain ou dans les usines. Après tout, l'agro-industrie est l'une des forces industrielles les plus importantes au monde. Et qu'en est-il de l'espace domestique de la famille où la femme au foyer effectue son travail non rémunéré – ne s'agit-il pas là aussi d'un « monde ouvrier » ? Combien des 30 000 personnes présentes à Sainte-Soline pourraient bien être issues de ce que vous invoquez lorsque vous parlez du « monde ouvrier » ? Comment le saurions-nous ? Le travail et les frontières du monde ouvrier sont beaucoup plus poreux qu'autrefois, même si le stéréotype de l'ouvrier masculin est toujours présent à l'esprit.

Et ce n'est pas vraiment dans les années 1970 que le Larzac et Lip ont réussi à unir leurs forces, à part quelques moments symboliques comme lorsque 200 ouvriers de Lip se sont joints à des milliers d'autres visiteurs pour un rassemblement au Larzac, en 1971, je crois. Même à cette époque, « le mariage entre Lip et le Larzac » – l'expression est de Bernard Lambert – était plus de l'ordre de l'aspiration, du désir que de la réalité. L'une des raisons pour lesquelles je consacre de nombreuses pages du livre à Lambert est qu'il a réussi à réaliser ce mariage au niveau de la théorie – en d'autres termes, il a été le premier à montrer que, face à la modernité capitaliste, l'ouvrier agricole rural et l'ouvrier d'usine urbain occupaient précisément la

même position structurelle. Ce faisant, il élargissait la perception que les citoyens avaient du « monde ouvrier » pour y inclure le travail et la situation des travailleurs auxquels ils n'avaient pas songé (et auxquels ils restent encore aveugles aujourd'hui), jetant les bases de nouvelles alliances et solidarités, et plaidant en faveur d'une véritable autonomie régionale, d'une décolonisation des provinces.

L'**usine Lip** est une manufacture horlogère de Besançon qui entre en grève à partir de 1973 contre un plan de licenciement. Inspirée des méthodes de Mai 68, la lutte s'achemine rapidement vers une organisation autogestionnaire, les ouvriers grévistes produisant des montres et se payant lors de « ventes sauvages » destinées à écouler la production.

**Vous opérez un retournement du stigmaté intéressant : selon vous, le paysan, par son ancrage territorial, l'économie de subsistance qui le fait vivre, son autonomie alimentaire, porte en lui la négation même de la logique capitaliste...**

Dans le livre de Lambert, *Les Paysans dans la lutte des classes*, la figure du paysan surgit à mon avis comme un nouveau sujet politique, fonctionnant de la même manière que la « femme » dans *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir ou le « colonisé » pour Frantz Fanon dans *Les Damnés de la terre*. Il est important de comprendre que je ne parle pas des paysans au sens propre, dans le sens de l'entité sociologique numériquement en déclin – une population dont les membres peuvent être comptés – mais plutôt du paysan en tant que figure.

De la même manière que la forme-Commune ne peut être définie de manière définitive en raison de l'histoire de ses manifestations spécifiques en constante évolution à travers le monde, le nom de « paysan » a été donné au fil du temps à de grands propriétaires terriens, à de petits agriculteurs de subsistance et à des travailleurs agricoles sans terre. Et même parfois élargi à toute personne qui n'habitait pas en ville ! Pour ma part, la figure du paysan est associée à l'enracinement dans la terre, à la cyclicité du travail et des activités, à un mode de raisonnement essentiellement social plutôt qu'économique et, surtout, à une économie de subsistance qui n'est pas subordonnée à des relations de marché. C'est la situation du paysan, physiquement bien sûr, mais aussi temporellement, qui m'intéresse.

On reproche régulièrement aux paysans d'être en décalage avec la modernité, ils sont considérés comme des forces de la tradition, voire du conservatisme. Mais ce conservatisme est à double tranchant, et il est souvent la marque de l'entêtement et de la résilience qu'il faut pour défendre coûte que coûte un mode de vie (« la ferme familiale ») constamment menacé par les forces de la modernisation capitaliste. La dimension anachronique du paysan est ce qui fait la force de la figure : en décalage avec leur époque, les paysans ne sont pas seulement des figurations d'un passé mais aussi, potentiellement, d'un futur possible. Tout cela fait du paysan, à l'instar de la forme-Commune, une sorte de dépositaire précieux de modes de vie archaïques et pré-capitalistes qui méritent d'être revivifiés et pris en compte alors que nous commençons à construire un monde post-productiviste.

## **Biographie**

Kristin Ross est une essayiste américaine, autrice de plusieurs ouvrages sur la culture et l'histoire politique françaises. Elle a notamment publié *L'Imaginaire de la Commune* (2015), *Rimbaud, la Commune de Paris et l'invention de l'histoire spatiale* (2013), *Rouler plus vite, laver plus blanc* (2006), et *Mai 68 et ses vies ultérieures* (2005).

Clément QUINTARD , publié le 18 juin 2024 (Socialter)

# Chantier de l'A69 : la zad se prépare à « un passage en force »



Le 1<sup>er</sup> septembre, le concessionnaire NGE-Atosca pourra à nouveau sortir la tronçonneuse sur le chantier de l'autoroute A69. Les militants tentent de sauver les chênes et tilleuls encore debout sur le tracé Toulouse-Castres.

Zad de la Cal'Arbre (Tarn), reportage

La tension monte chez les militants opposés à l'A69 : le 1<sup>er</sup> septembre, date de la reprise légale de la coupe des arbres, approche, et ils se préparent à tout. « *On ne peut pas les laisser nous rouler dessus, il faut rétablir un rapport de force.* » À la zad de la Cal'Arbre, à quelques kilomètres à l'ouest de Castres, dans le Tarn, les cabanes ont fleuri ces derniers mois pour tenter de retarder au maximum l'avancée du chantier de l'autoroute. « *On a des cabanes dans tous les arbres ici* », déclare Lou, une occupante des lieux. « *Pour défendre les arbres face aux machines, il n'y a pas mieux.* » Les militants perchés de la zad de la Crem'arbre à Saïx (Tarn) avaient effectivement obtenu une petite victoire en mars dernier.

Ces dernières semaines ont été mouvementées : plusieurs zadistes ont été agressés par trois individus le 13 août, tandis qu'un groupe de personnes a tenté d'incendier une autre zad – celle du Verger, à Verfeil en Haute-Garonne – le dimanche 25 août.

**« Les gendarmes ont mis des coups de couteau dans nos tentes »**

En déambulant sur le site de la zad de la Cal'Arbre, de nombreuses cabanes au sol semblent éventrées. La structure en forme d'octogone qui servait de salon n'a plus de toit, l'infirmerie a été détruite, et des palettes de grenades lacrymogènes jonchent le sol. Le 25 août, une soixantaine de gendarmes sont venus « *pour tout saccager* », raconte Nina, une habitante des lieux. « *Ils ont mis des coups de couteau dans nos tentes, gazé tout le monde, détruit tous nos lieux de vie, puis sont repartis. On s'attend tous à une nouvelle intervention policière dans les jours qui viennent pour déloger les zadistes au sol et encercler les cabanes dans les arbres, mais on est prêts à cela* », raconte-t-elle avec un t-shirt enroulé autour de son visage.





Des militants ont construit des cabanes dans les arbres afin d'éviter leur abattage. © Antoine Berlioz / Reporterre

### Les actions en justice se poursuivent doucement

Face à cette montée des violences, Lou, qui est également zadiste à la Cal'Arbre, affirme que « *tout le monde ici redoute qu'un drame comme celui de Sivens se produise ici* ». Dans ce même département du Tarn, le militant écologiste Rémi Fraisse avait été tué le 26 octobre 2014 sur le barrage de Sivens par l'explosion d'une grenade lancée par un gendarme.

Mercredi 28 août, durant la soirée, de nombreux soutiens et collectifs d'opposants à l'A69 s'étaient donné rendez-vous à la Cal'Arbre pour se remobiliser, quelques jours avant la reprise des abattages. « *D'un point de vue juridique, de nombreuses actions sont toujours en cours, notamment le recours sur le fond du dossier au tribunal administratif* », précise Jean Olivier, membre du Collectif toulousain contre l'A69. « *On est aussi sur une zone où on a constaté du trèfle écaillé, qui est une espèce protégée en Occitanie. Si le concessionnaire souhaite intervenir sur cette zone, il doit transplanter cette espèce, et rien n'a été fait. On sera vigilants là-dessus* », poursuit le docteur en écologie, à quelques mètres du « *bourg-palette* », une vigie de 6 mètres de haut construite en matériaux de récupération, qui fait face au chantier de l'autoroute.



Dimanche 25 août, des dizaines de gendarmes sont entrés sur le site de la Cal'Arbre et ont massivement lancé des grenades. © Antoine Berlioz / Reporterre

Pour lui, « la complémentarité des modes d'action, et notamment l'occupation des arbres, permet de faire entendre le droit. Face à une justice qui semble passive sur ce dossier, c'est la seule solution qu'il nous reste ». Pour Nina, habitante de la zad, « ils veulent passer en force. Ils savent qu'ils sont hors-la-loi sur de nombreux points, donc ils veulent faire vite pour finir ce chantier et qu'on ne puisse pas revenir en arrière ».

Les actions militantes plus radicales se poursuivent. Dans la nuit du 22 au 23 août, un impressionnant coffrage destiné à la construction d'un pont a été incendié, s'inscrivant dans une série de sabotages ciblant des engins et des infrastructures depuis le début du chantier de l'autoroute en mars 2023.



À la zad de la Cal'Arbre, les cabanes ont fleuri ces derniers mois pour tenter de retarder au maximum l'avancée du chantier de l'autoroute. © Antoine Berlioz / Reporterre

De son côté, le directeur général d'Atosca, Martial Gerlinger, assure dans une interview donnée au *Journal toulousain* que ses équipes ont « déjà coupé 95 % des arbres nécessaires au tracé de l'autoroute, il ne reste que quelques hectares à abattre ».

Ces derniers arbres seront ardemment défendus par les opposants à l'A69, qui devront tenir près de deux mois et demi, du 1<sup>er</sup> septembre jusqu'à la mi-novembre, avant un nouveau répit que leur garantit un arrêté préfectoral pour permettre l'hibernation des chauves-souris. Au début de l'année, des militants avaient résisté plus de quarante jours perchés dans les arbres de la forêt de la Crémade.

Justin CARRETTE et Antoine BERLIOZ (photographies)  
29 août 2024 (Reporterre)



# Expulsion « extrêmement violente » de la zad contre l'A69

Plus de 200 gendarmes sont intervenus tôt le 30 août à la zad de Saïx, dans le Tarn. Tous les opposants à l'A69 présents ont été expulsés, sauf certains qui résistent encore dans les arbres. Six personnes ont été interpellées.

Saix (Tarn), reportage

Le passage en force a bien eu lieu. À 7 heures du matin vendredi 30 août, plus de 200 gendarmes, selon les chiffres de la préfecture, ont envahi la zad de la Cal'Arbre, et expulsé tous ses occupants au sol, qui militent contre l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres. À l'heure où nous écrivons ces lignes, des zadistes occupent toujours les cabanes perchées dans les arbres, mais une équipe de la Cnamo, la cellule de la gendarmerie spécialisée dans les interventions périlleuses, est également sur place pour tenter de les déloger.

*« Ils se sont déployés en nombre à 7 heures du matin, beaucoup d'entre nous dormaient encore ou venaient de se réveiller, raconte une zadiste présente sur place. Ensuite, cela a été extrêmement violent, les trois sommations ont été faites à la chaîne et on s'est fait gazer sur tout le site. Les forces de l'ordre ont pris possession de la zone et les ouvriers de NGE [le concessionnaire] les ont suivis pour tout détruire. »*

Tentes lacérées, objets personnels détruits... À 13 heures, il ne restait déjà plus que les décombres des cabanes et des espaces communs de ce lieu occupé depuis le mois de février par les opposants à l'autoroute A69. Malgré l'odeur persistante du gaz lacrymogène, les bruits de pelleteuses retournant les ruines de la zad et le ballet incessant de l'hélicoptère qui survole la zone, des voix s'échappent des constructions toujours intactes dans les arbres. *« Honte à vous ! »*



Toutes les affaires personnelles des militants ainsi que les matériaux qui servaient à la construction ont été détruits. © Antoine Berlioz / Hans Lucas / Reporterre

Quelques écureuils, ces militants qui assistent à cette scène depuis leurs chênes, sont désormais isolés, contraints de rester là-haut pour sauver l'un des derniers bois sur le tracé de l'autoroute A69. Un air de déjà vu, puisqu'en mars dernier plusieurs activistes étaient restés juchés dans leurs cabanes durant plus de 40 jours à la zad de la Crem'Arbre avant d'obtenir un répit pour ces arbres.

Les gendarmes de la Cnamo montent aux arbres pour déloger les militants en utilisant des nacelles.

# 1 blessé, 6 interpellations

Pourtant ici, à la zad de la Cal'Arbre, en face de la base de loisirs du DicoSA et à quelques mètres du chantier de l'autoroute, la situation est différente. La préfecture semble vouloir la régler de manière beaucoup plus rapide. « *On constate beaucoup plus d'intensité et de violence que lors de l'intervention à la Crem' au début de l'année. Ils sont venus tout de suite avec deux nacelles, des pelleteuses et la cellule de la Cnamo ; ils pensent régler cette situation au plus vite* », raconte un zadiste présent sur place et tenu à distance par l'important dispositif policier.

De nombreux opposants soulignent d'ailleurs la dangerosité de certaines manœuvres des pelleteuses, notamment en sectionnant des câbles en hauteur et en remuant un sol déjà très fragile. Un arbre avait déjà chuté en juin dernier.

Selon les zadistes, un activiste aurait également été gravement blessé après une chute du « *bourg-palette* », une vigie haute de 6 mètres à l'entrée de la zad, après la tentative d'intervention d'un gendarme. De son côté, la préfecture mentionne dans son communiqué qu'il aurait « *accidentellement chuté du fortin érigé par les opposants* ». La personne a été prise en charge par les sapeurs-pompiers. Selon le même communiqué, six personnes auraient été interpellées lors de l'intervention des forces de l'État.

Alors que les ouvriers du concessionnaire NGE-Atosca sont déjà sur place, Jean Olivier, docteur en écologie et coprésident des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, souligne que l'intervention sur cette zone est illégale : « *Nous venons de demander au procureur et à l'Office français de la biodiversité une intervention de leur part en urgence absolue.* » Selon l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 1<sup>er</sup> mars 2023 pour l'autorisation des travaux de l'autoroute, le concessionnaire Atosca ne peut intervenir sur une zone abritant des larves de grands capricornes dans les troncs de chênes et des trèfles écailleux dans les prairies qu'à certaines conditions, qui sont détaillées dans les mesures MR07 et MA04 de l'autorisation.

Aucune de ces mesures limitant les conséquences des travaux n'a été réalisée par le concessionnaire, alors que les ouvriers et les pelleteuses sont déjà sur place. Contacté par téléphone, Atosca n'a pas donné suite à notre demande d'interview.

Un espoir sur le plan juridique pour les opposants, alors que la nidification d'une mésange au mois de mars avait poussé le concessionnaire à stopper les travaux sur le site de la Crem'Arbre.



Chantier de l'A69 : la zad se prépare à « un passage en force »

Justin CARRETTE et Antoine BERLIOZ (photographies)  
30 août 2024

# Une autre intelligence artificielle est possible

*Les progrès de l'intelligence artificielle éblouissent mais interrogent : la technologie ne passe-t-elle pas à côté de l'essentiel ? Dans les années 1970, des informaticiens hippies rêvaient de machines qui aident à développer notre intelligence « naturelle » et notre rapport au monde.*

Un spectre hante l'Amérique – le spectre du communisme. Cette fois, il est numérique. « *Le communisme géré par intelligence artificielle pourrait-il fonctionner ?* », demande Daron Acemoğlu, économiste au Massachusetts Institute of Technology (MIT), tandis que le capital-risqueur Marc Andreessen s'inquiète de savoir si la Chine s'apprête à créer une intelligence artificielle (IA) communiste (1). Même le trublion républicain Vivek Ramaswamy y va de son analyse en affirmant sur X que l'IA procommuniste constitue une menace comparable à celle du Covid-19.

Mais qui sait vraiment, au milieu de la panique générale, de quoi l'on parle ? Une intelligence artificielle communiste suivrait-elle le modèle chinois, avec des plates-formes calquées sur celles des grandes sociétés américaines et soumises à un étroit contrôle étatique, ou plutôt une approche de type État social à l'euro-péenne, avec un développement centralisé aux mains d'institutions publiques ?

La seconde option présente un certain attrait, d'autant plus que la course à l'IA tend aujourd'hui à faire passer la rapidité avant la qualité – on a pu s'en apercevoir en mai dernier lorsque la fonction AI Overviews de Google a recommandé de mettre de la colle dans ses pizzas et de manger des pierres (2). Un financement public de l'IA générative, qui s'accompagnerait d'une sélection rigoureuse des données ainsi que d'une supervision exigeante, pourrait accroître la qualité des outils et le prix facturé aux entreprises clientes, garantissant ainsi une meilleure rémunération des créateurs de contenu.

Pour autant, chercher à développer une économie socialisée de l'intelligence artificielle, n'est-ce pas encore capituler face à la Silicon Valley ? Une IA « communiste » ou « socialiste » doit-elle se limiter à décider qui détient et contrôle les données ou à modifier les modèles et les infrastructures informatiques ? Ne pourrait-elle être porteuse de transformations plus profondes ?

Deux exemples puisés dans l'histoire contemporaine suggèrent une réponse positive. Le premier se nomme CyberSyn, l'initiative visionnaire du président chilien Salvador Allende (3). Piloté par un consultant britannique charismatique du nom de Stafford Beer, ce projet aussi ambitieux qu'éphémère (1970-1973) visait à inventer une manière plus efficace de gérer l'économie en mettant à profit les modestes ressources informatiques du pays.

CyberSyn, souvent qualifié d'« Internet socialiste », s'appuyait sur le réseau chilien de télex pour faire remonter l'ensemble des données de production des entreprises nationalisées vers un ordinateur central basé à Santiago. Toutefois, dans le souci d'éviter les écueils de la centralisation soviétique, il introduisait une forme d'apprentissage automatique avant l'heure destinée à donner plus de pouvoir aux salariés.

Des techniciens gouvernementaux se rendaient dans les usines et travaillaient en lien avec les ouvriers pour schématiser les processus de production et de gestion tels qu'ils étaient appliqués sur le terrain. Ces précieuses informations, inaccessibles aux dirigeants dans une entreprise capitaliste, étaient ensuite traduites en modèles d'exploitation, puis surveillées à l'aide de logiciels de statistiques spécifiques. Les ouvriers-managers pouvaient ainsi être avisés presque en temps réel des problèmes qui se présentaient.

Au cœur de CyberSyn se trouvait la vision d'un système hybride dans lequel la puissance de calcul amplifiait l'intelligence humaine. Transformer des connaissances implicites en un savoir formalisé et concret devait permettre aux travailleurs – la classe nouvellement arrivée aux commandes du pays – d'agir avec assurance et à bon escient quelle que fût leur expérience antérieure en matière de gestion ou d'économie. Y aurait-il là de quoi nous guider dans notre quête d'une IA socialiste ?

Pour explorer plus en avant la signification de cette idée singulière, il faut s'intéresser aux aventures de Warren Brodey, psychiatre passé à la cybernétique avant de devenir hippie, aujourd'hui âgé de 100 ans.

### Une rationalité écologique

À la fin des années 1960, grâce aux deniers d'un riche associé, M. Brodey crée à Boston un laboratoire expérimental baptisé Environmental Ecology Lab (EEL). Quelques stations de métro plus loin, ses amis Marvin Minsky et Seymour Papert, du MIT – une institution à laquelle il a été affilié un temps –, développent des projets d'IA qui, selon lui, font fausse route. Minsky et Papert partent du principe que le raisonnement hu-



main est guidé par un ensemble de règles et de processus algorithmiques abstraits qu'il suffirait de dénombrer puis de déchiffrer pour pouvoir doter un ordinateur d'une « intelligence artificielle ».

À rebours de cette vision, Brodey et ses cinq collaborateurs pensent que l'intelligence, loin d'être enfermée dans nos cerveaux, naît des interactions avec notre environnement. C'est une intelligence écologique. Règles et mécanismes abstraits n'ont aucun sens en soi ; tout est dans le contexte. Un exemple simple leur sert à illustrer cette théorie : l'injonction à se déshabiller ne signifie pas du tout la même chose selon qu'elle est proférée par un médecin, un amant ou un inconnu rencontré dans une ruelle sombre.

Concevoir une IA capable de saisir de façon autonome ces nuances subtiles leur paraît relever de la gageure. En plus de modéliser les processus mentaux humains, il faudrait demander aux ordinateurs de maîtriser une infinie variété de concepts, de comportements et de situations ainsi que l'ensemble de leurs corrélations – autrement dit, de comprendre dans son intégralité le cadre culturel de la civilisation humaine, seul à même de produire du sens.

Plutôt que de s'épuiser à poursuivre ce but en apparence inatteignable, l'équipe de Brodey rêve de mettre les ordinateurs et les technologies cybernétiques au service des humains pour leur permettre d'explorer mais aussi d'enrichir leur environnement, et surtout leur propre personne. Dans cette optique, les technologies de l'information sont non seulement des outils pour accomplir des tâches, mais des instruments pour penser le monde et interagir avec lui. Imaginez par exemple une douche cybernétique réactive qui deviserait avec vous du changement climatique et de la rareté des ressources en eau, ou encore une voiture qui vous parlerait de l'état du système de transport public pendant votre trajet. Le laboratoire invente même une combinaison qui, quand vous la revêtez pour danser, modifie la musique en temps réel, mettant en évidence les liens complexes entre sons et mouvements.

L'Environmental Ecology Lab prend résolument le contre-pied de l'école de Francfort et de sa critique de la raison instrumentale : c'est le capitalisme industriel, non pas la technologie, qui prive notre monde de sa dimension écologique et nous oblige à nous tourner vers la rationalité moyens-fins que dénoncent Theodor Adorno, Max Horkheimer et Herbert Marcuse. Pour restaurer cette dimension perdue, il entend nous faire prendre conscience, à l'aide de capteurs et d'ordinateurs, des complexités cachées derrière les aspects de l'existence qui nous paraissent les plus banals.

Les idées fantasques de Brodey ont laissé une empreinte profonde mais, paradoxalement, quasi invisible sur notre culture numérique. Durant sa brève carrière au MIT, Brodey prit sous son aile un certain Nicholas Negroponte, techno-utopiste d'avant-garde dont les travaux au sein du MIT Media Lab ont largement contribué à définir les termes du débat autour de la révolution numérique (4). Pourtant, les philosophies respectives des deux hommes différaient du tout au tout.

Brodey pensait que les appareils cybernétiques de nouvelle génération devaient se distinguer prioritairement par leur « réactivité », un moyen de faciliter le dialogue homme-machine et d'aiguiser notre conscience écologique. Il postulait que les individus aspiraient sincèrement à évoluer et concevait l'ordinateur comme un allié dans cette entreprise de transformation permanente. Son poulain Negroponte réadapta le concept pour le rendre plus maniable : les machines avaient pour fonction première de comprendre, prédire et satisfaire nos besoins immédiats. En somme, Negroponte cherchait à créer des machines originales et excentriques quand Brodey, convaincu que les environnements intelligents – et l'intelligence tout court – ne pouvaient exister sans les gens, cherchait à créer des *humains* originaux et excentriques. La Silicon Valley adopta la vision de Negroponte.

Un autre élément singularisait Brodey par rapport à ses pairs : alors que les informaticiens de l'époque voyaient dans l'IA un outil d'*augmentation* de l'humain – les machines exécutant les basses besognes pour stimuler la productivité –, lui visait l'*amélioration* de l'humain – un concept qui allait bien au-delà de la seule efficacité (5).

La distinction entre ces deux paradigmes est subtile, mais cruciale. L'*augmentation*, c'est lorsque vous utilisez le GPS de votre téléphone portable pour vous repérer en terrain inconnu : cela permet d'arriver plus vite et plus facilement à destination. Le gain reste toutefois éphémère. Que l'on vous retire cette béquille technologique, et vous vous retrouvez plus démuné encore. L'*amélioration* consiste à se servir de la technologie pour développer de nouvelles compétences – ici, il s'agirait d'affiner son sens inné de l'orientation en recourant à des techniques avancées de mémorisation ou en apprenant à déchiffrer les signes de la nature. En substance, l'*augmentation* nous retire des capacités au nom de l'efficacité, tandis que l'*amélioration* nous en fait acquérir de nouvelles et enrichit nos interactions avec le monde. De cette différence fondamentale découle la manière dont nous intégrons la technologie dans nos vies pour nous transformer soit en opérateurs passifs, soit en artisans créateurs.

Brodey s'était forgé ces convictions en participant, en sa qualité de psychiatre, à un programme plus ou moins secret élaboré par la Central Intelligence Agency (CIA) au début des années 1960. L'agence améri-

caine avait eu la brillante idée d'enseigner le russe à une équipe de non-voyants triés sur le volet, puis de leur faire écouter des communications soviétiques interceptées. Elle faisait l'hypothèse que, en raison de leur cécité, leurs autres sens étaient plus affûtés que ceux d'analystes dotés de la vue. Après plusieurs années à travailler avec ces personnes dans le but d'identifier les indices internes et externes – chaleur corporelle, taux d'humidité ambiante, qualité de la lumière... – qu'elles utilisaient pour enrichir leurs perceptions, Brodey découvrit que leur aptitude au perfectionnement des sens était en fait universellement partagée.

Si ce programme d'amélioration qui nous prêtait à tous une sensibilité artistique en puissance était résolument poétique, Brodey, en incorrigible pragmatique, le jugeait impossible à mettre en œuvre sans l'aide des ordinateurs. Lorsqu'il tenta de l'importer au MIT pour en faire un domaine de recherche officiel, il se heurta à une opposition farouche, et pas seulement de la part de l'élite conservatrice de l'IA. D'autres y lurent aussi de sombres connotations nazies : Brodey ne suggérait-il pas de réaliser des expériences sur des humains ? Cette levée de boucliers l'obligea finalement à se tourner vers des donateurs privés.

La nuance profonde entre augmentation et amélioration de l'humain – et ses conséquences en matière d'automatisation – n'est apparue de manière évidente que des décennies plus tard. L'augmentation vise à créer des machines qui pensent, ressentent comme nous, faisant naître le risque de rendre nos compétences caduques. Les outils actuels fondés sur l'IA générative ne se proposent pas seulement d'augmenter le travail des artistes et des auteurs, mais menacent de les remplacer purement et simplement. À l'inverse, les technologies intelligentes de Brodey ne devaient pas automatiser l'humanité jusqu'à la rendre obsolète ni standardiser les existences, elles promettaient d'enrichir nos goûts et d'étendre nos facultés, autrement dit de rehausser l'expérience humaine au lieu de l'amoinrir.

### **Libérer les capacités humaines en sommeil**

C'était un point de vue courageux dans le contexte de l'époque, alors que la majorité des représentants de la contre-culture envisageaient la technologie comme une force anonyme et sans âme dont il valait mieux se méfier ou, dans les communautés prônant le « retour à la terre », comme un instrument d'émancipation uniquement individuelle. Lorsqu'il formule ces idées au mitan des années 1960, Brodey voit sa vie professionnelle et familiale se déliter. Ses prises de position ne cessent de le porter vers les franges les plus avant-gardistes de l'establishment américain. Comme beaucoup au sein de la mouvance hippie, il ne reconnaît pas la légitimité du politique, ce qui l'empêche de traduire ses théories en revendications.

À l'autre bout de la planète, un philosophe soviétique du nom d'Evald Ilyenkov, né comme lui en 1924, se pose des questions tout à fait comparables, mais à l'intérieur du cadre conceptuel du « marxisme créatif ». Ses travaux permettent de mieux comprendre ce que recouvre le concept d'amélioration de l'humain dans la pensée communiste et socialiste.

Comme Brodey, Ilyenkov a beaucoup travaillé avec des non-voyants. De ses études, il a conclu que les capacités cognitives et sensorielles découlent de la socialisation et des interactions avec la technologie. Pour peu que nous trouvions les bons environnements pédagogiques et technologiques, nous pouvons cultiver des compétences que nous possédons à l'état latent. Le communisme vise ainsi, sous la houlette de l'État, à libérer les capacités humaines en sommeil afin que chacun puisse réaliser pleinement son potentiel, indépendamment des barrières sociales ou naturelles.

Excédé par la fascination des bureaucrates soviétiques pour l'IA à l'américaine, Ilyenkov en propose une critique particulièrement convaincante dans un article de 1968 intitulé « Idoles et idéaux » (6). À ses yeux, mettre au point une intelligence artificielle s'apparentait à construire une énorme et ruineuse usine de sable artificiel en plein cœur du Sahara. Même en admettant qu'elle fonctionne à la perfection, il était absurde de ne pas profiter plutôt de la ressource naturelle disponible en abondance, au-delà de ses murs.

Près de soixante ans plus tard, la dénonciation d'Ilyenkov n'a rien perdu de son actualité. Nous sommes toujours coincés dans ce désert à défendre le bien-fondé de l'usine, sans voir que personne, hormis les états-majors et les architectes de l'ordre économique, n'en a vraiment besoin. Brodey utilisait par ailleurs une autre image, empruntée à Marshall McLuhan : ses technologies écologiques avaient le pouvoir de nous dessiller, comme un poisson qui prendrait subitement conscience de l'existence de l'eau. De la même façon, il est temps que quelqu'un révèle aux obsédés de l'IA qu'ils sont entourés d'un gigantesque gisement d'intelligence, humaine, créative, imprévisible et poétique.

Reste la grande question : pourrions-nous nous améliorer réellement si nous persistons à manier des concepts comme l'IA, qui semble contredire l'idée même de développement humain ?

L'ambition de construire une intelligence artificielle n'a pas fait qu'engloutir des milliards de dollars ; pour certains, elle a aussi eu un coût sur le plan personnel. L'intransigeance des jeunes loups qui ont présidé à son expansion – avec leurs levées de fonds tous azimuts et leur définition rigide des frontières de la discipline – a ainsi conduit à marginaliser des penseurs visionnaires comme Stafford Beer et Warren Brodey, que l'étiquette « intelligence artificielle » a toujours mis mal à l'aise.

Les deux hommes, qui eurent l'occasion de se rencontrer peu de temps avant la mort du premier en 2002, étaient issus de milieux diamétralement opposés. Ancien chef d'entreprise, Beer était membre du très élitiste Club Athenaeum britannique ; Brodey avait grandi à Toronto dans une famille juive de classe moyenne. Cela ne les empêchait pas de vouer un même mépris à l'IA en tant que discipline scientifique et au dogmatisme de ses praticiens. Ils partageaient aussi un père spirituel : Warren McCulloch, géant de la cybernétique.

La cybernétique était née juste après la seconde guerre mondiale sous les auspices du mathématicien Norbert Wiener. De nombreux chercheurs, pionniers dans leurs champs respectifs (mathématiques, neurophysiologie, ingénierie, biologie, anthropologie...), s'étaient aperçus d'une difficulté commune : tous se heurtaient à des processus complexes et non linéaires dans lesquels il devenait impossible de distinguer les causes des effets – l'effet apparent d'un processus naturel ou social donné pouvant se révéler simultanément lié à un autre.

Articulée autour de cette idée de causalité mutuelle et d'imbrication entre des phénomènes apparemment indépendants, la cybernétique était moins une discipline scientifique qu'une philosophie. Ses grands penseurs n'abandonnaient pas leur domaine de recherche initial, mais enrichissaient leurs analyses d'une perspective nouvelle. L'approche interdisciplinaire permettait d'appréhender les processus à l'œuvre dans les machines, les cerveaux humains et les sociétés au moyen d'un même ensemble de concepts.

Quand l'intelligence artificielle fit son apparition au milieu des années 1950, elle se posa comme une émanation naturelle de la cybernétique ; en réalité, elle marquait plutôt une régression. La cybernétique avait voulu s'inspirer des machines pour mieux comprendre l'intelligence humaine, et non pour la reproduire. Décomplexée, la discipline émergente de l'IA entreprit d'ouvrir une nouvelle voie en fabriquant des machines capables de « penser » comme nous. L'objectif n'était pas de percer les mystères de la cognition humaine, mais de satisfaire les exigences de son principal client : l'armée. La recherche fut immédiatement dictée par les impératifs de défense, ce qui allait se révéler déterminant pour son évolution future.

Ainsi, certains des projets initiaux inspirés par la philosophie cybernétique, comme la tentative de fabriquer des réseaux de neurones artificiels, furent rapidement réorientés vers des fins militaires. Soudains ces réseaux ne visaient plus à démêler les intrications de la pensée mais à analyser des images aériennes pour localiser des navires ennemis ou des pétroliers. La quête ambitieuse d'une intelligence artificielle a ainsi fini par recouvrir d'un vernis de prestige scientifique des contrats militaires banals.

Dans ce contexte, l'interdisciplinarité n'était pas de mise. L'IA était dominée par de jeunes et brillants mathématiciens ou informaticiens qui trouvaient la cybernétique trop abstraite, trop philosophique et surtout potentiellement subversive. Il faut dire qu'entre-temps Norbert Wiener s'était mis à soutenir les luttes syndicales et à critiquer l'armée, ce qui n'était pas de nature à attirer les financements du Pentagone.

L'intelligence artificielle, qui promettait d'« augmenter » les opérateurs humains et d'élaborer des armes autonomes, ne souffrait pas d'un tel problème d'image. Elle fut d'emblée une discipline scientifique à part. Alors que les sciences traditionnelles cherchent à comprendre le monde, en s'aidant parfois de la modélisation, les pionniers de l'IA décidèrent de construire des modèles simplifiés d'un phénomène du monde réel – l'intelligence –, puis de nous convaincre que rien ne différenciait les premiers du second. Un peu comme si des géographes renégats créaient une nouvelle discipline, le « territoire artificiel », en essayant de faire croire qu'avec les avancées de la technologie carte et territoire ne seraient bientôt plus qu'une seule et même chose.

À de nombreux égards, la trajectoire – et la tragédie – de l'IA durant la guerre froide ressemble à celle de la science économique, en particulier américaine. L'économie aux États-Unis avait fait l'objet d'une pensée bouillonnante, plurielle, en phase avec les dynamiques du monde réel, consciente que le pouvoir et les institutions (allant des syndicats à la Réserve fédérale) avaient une influence sur la production ou la croissance. Les priorités de la guerre froide en firent une discipline obsédée par des modèles abstraits – optimisation, équilibre, théorie des jeux... – dont la pertinence dans la vraie vie n'avait qu'une importance secondaire. Même si certaines applications numériques, comme la publicité en ligne ou les services de voitures de transport avec chauffeur (VTC), s'appuient aujourd'hui sur ces constructions mathématiques, la validité ponctuelle d'une approche biaisée ne suffit pas à la racheter. Le fait est que l'économie orthodoxe moderne n'a pas grand-chose à proposer pour régler des problèmes tels que les inégalités ou le changement climatique, si ce n'est des solutions fondées sur le marché.

L'analyse vaut aussi pour l'intelligence artificielle, qui, bien que décrite comme un triomphe technologique, est souvent un euphémisme pour militarisme ou capitalisme. Ses hérauts ont beau reconnaître la nécessité d'instaurer un minimum de contrôle et de réglementation, ils peinent à imaginer un futur dans lequel notre conception de l'intelligence ne serait pas dominée par l'IA. Dès le départ, celle-ci a moins été une science – qui se caractérise par des objectifs finaux non prédéterminés – qu'un hybride de religion et d'ingénierie.



Son dessein ultime était de créer un système informatique universel capable d'accomplir tout type de tâches sans y avoir été explicitement entraîné – une décision que l'on connaît désormais sous le nom d'intelligence artificielle générale (IAG).

Ici intervient un autre parallèle avec l'économie : durant la guerre froide, l'IAG fut envisagée de la manière dont les économistes concevaient le libre marché, c'est-à-dire comme une force autonome, autorégulatrice, à laquelle l'humanité serait bien forcée de s'adapter. D'un côté, la pensée économique escamote le rôle qu'ont joué la violence coloniale, le patriarcat et le racisme dans l'expansion du capitalisme, comme si se prolongeait naturellement l'inclination humaine « à trafiquer [et] à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre » (7), selon la célèbre formule d'Adam Smith. De l'autre, le récit traditionnel des origines de l'IA reconnaît les apports de la cybernétique, des mathématiques, de la logique, mais reste muet concernant le contexte historique ou géopolitique. Comme si l'on qualifiait simplement l'eugénisme et la phrénologie de branches de la génétique et de la biologie, sans rien dire de leur dimension raciste. N'oublions pas, souligne Yarden Katz dans son remarquable essai *Artificial Whiteness*(7), que l'intelligence artificielle n'aurait jamais existé sans le militarisme, le corporatisme et le patriotisme exacerbé de la guerre froide.

Un concept à ce point perverti pourra-t-il un jour être remis au service d'ambitions progressistes ? N'est-il pas aussi vain d'appeler à une « intelligence artificielle communiste » que de rêver d'ateliers clandestins à visage humain ou d'instruments de torture délicieux ?

Les expériences de Stafford Beer et de Warren Brodey suggèrent que nous ferions mieux de renoncer au fantasme de l'intelligence artificielle socialiste et de nous concentrer sur la définition d'une politique technologique socialiste post-IA. Plutôt que d'essayer d'humaniser les produits existants en leur imaginant des applications de gauche ou en inventant de nouveaux modèles de propriété économique, nous devons ouvrir à tous, sans considération de classe, d'ethnicité ni de genre, l'accès à des institutions, infrastructures et technologies qui favorisent l'autonomie créatrice et permettent de réaliser pleinement ses capacités. En d'autres termes, nous devons amorcer la transition de l'humain augmenté à l'humain amélioré.

### **Vivre dans un ballon, pas dans une bulle**

Une telle politique s'appuierait sur les composantes de l'État-providence qui sont le plus éloignées des mots d'ordre conservateurs du capitalisme : l'éducation et la culture, les bibliothèques, les universités et les diffuseurs publics. Elle ouvrirait ainsi la voie à une politique éducative et culturelle socialiste, au lieu de renforcer l'économie néolibérale comme le fait l'approche actuelle.

Brodey comprit lui-même assez rapidement qu'il ne pouvait y avoir d'IA socialiste sans socialisme. Dès le début des années 1970, il reconnut que le contexte de la guerre froide aux États-Unis vidait de tout sens sa quête d'« amélioration humaine » et de « technologie écologique » – sans compter qu'il mettait un point d'honneur à refuser l'argent du Pentagone, et même d'institutions comme le MIT, pour marquer son opposition à la guerre du Vietnam.

À en croire Negroponte, Brodey ne voulut en effet jamais entendre parler d'une titularisation au MIT. Le confort ne l'intéressait pas. Il préféra aller se construire une maison à base de mousse et de ballons en pleine forêt, dans le New Hampshire. Un environnement « réactif et intelligent » qui lui convenait. Mais cela allait trop loin, même pour ses admirateurs. « *Tout le monde n'aspire pas à vivre dans un ballon* », ironisa Negroponte à l'époque.

La pensée de Brodey était imprégnée d'utopisme. Lui et son plus proche collègue, Avery Johnson, nourrissaient l'espoir que l'industrie américaine adopterait leur vision – des produits réactifs et interactifs propres à faire naître de nouveaux goûts et centres d'intérêt chez l'utilisateur plutôt qu'à surfer sur son désir consumériste. Mais les entreprises optèrent pour la version plus conservatrice de Negroponte, dans laquelle l'interactivité permet surtout aux machines d'identifier nos angoisses et de nous faire acheter davantage.

En 1973, désabusé, Brodey partit s'installer en Norvège. Il y ressurgit en maoïste, membre actif du Parti communiste des travailleurs, et se rendit même en Chine afin d'échanger avec des ingénieurs à propos de son concept de « technologies réactives ». Pour un homme qui avait été étroitement impliqué dans des projets de l'armée, de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) et de la CIA pendant la guerre froide, ce n'était pas un revirement anodin.

D'après les longues conversations que j'ai pu avoir avec lui ces dix dernières années en Norvège, où il vit encore, Brodey incarne toujours à merveille le projet d'évolution ouverte qu'il défendait dans les années 1960. À l'évidence, l'amélioration de l'humain a fonctionné pour lui. Cela signifie qu'elle pourrait peut-être fonctionner pour nous tous – à condition que nous choissions les technologies adéquates et que nous cultivions une bonne dose de scepticisme à l'égard de l'intelligence artificielle, communiste ou non.

(Traduit de l'américain par Élise Roy.)

**Evgeny MOROZOV (Monde diplomatique, août 2024)**

Auteur du podcast « A sense of rebellion » publié en juin dernier par Post-Utopia, dont ce texte s'inspire.

- (1) Daron Acemoğlu, « Would AI-enabled communism work ? », 28 juin 2023, [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org). Cf. aussi « Marc Andreessen : Future of the Internet, technology, and AI », podcast de Lex Fridman, n° 386, 21 juin 2023.
- (2) Stephen Morris et Madhumita Murgia, « Google's AI search tool tells users to “eat rocks” for your health », *Financial Times*, Londres, 24 mai 2024.
- (3) Cf. le podcast « The Santiago Boys », 2003. Et lire Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.
- (4) En particulier par son livre *Being Digital*, traduit en français sous le titre *L'Homme numérique*, Robert Laffont, Paris, 1995.
- (5) La première publication de Brodey adoptant cette approche date de 1967, bien qu'il s'employât à la promouvoir depuis 1964 : Warren Brodey et Nilo Lindgren, « Human enhancement through evolutionary technology », *IEEE Spectrum*, vol. 4, n° 9, New York, septembre 1967.
- (6) Non traduit. On en trouvera un résumé dans Keti Chukhrov, « The philosophical disability of reason : Evad Ilvenkov's critique of machinic intelligence », *Radical Philosophy*, n° 207, Londres, printemps 2020.
- (7) Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I.
- (8) Yarden Katz, *Artificial Whiteness : Politics and Ideology in Artificial Intelligence*, Columbia University Press, New York, 2020.

### **Une expérience sensorielle**

À la fin des années 1960, au cœur de l'Amérique contestataire, une bande de hippies férus d'informatique et de cybernétique se lancent à la poursuite d'une utopie : développer des technologies qui aiguisent les sens et l'intelligence des humains, et harmonisent leurs rapports avec l'environnement. Entre CIA et LSD, capitalisme et maoïsme, les dix épisodes du podcast « A sense of rebellion », réalisé par Evgeny Morozov et sonorisé par Brian Eno, racontent cette épopée. Ils sont disponibles en langue anglaise pour le moment.

# Mégabassines : « Nous devons sortir de l'impasse et de la confrontation destructrice »

*Alors que s'ouvre un Village de l'eau du 16 au 21 juillet dans les Deux-Sèvres, la Confédération paysanne appelle, dans cette lettre ouverte, à l'instauration d'un dialogue pour mettre fin aux tensions sur le territoire de Poitou-Charentes.*

Si la Confédération paysanne est mobilisée depuis plus de 20 ans contre les méga-bassines, ce n'est en aucun cas une critique de l'irrigation, ni une adresse personnelle à celles et ceux qui y sont raccordés. La pression économique pèse sur nos fermes. Le système économique libéral tire nos prix vers le bas ne permettant pas la juste rémunération de notre travail.

La recherche d'une meilleure productivité grâce à l'irrigation apparaît ainsi pour certaines une échappatoire logique. Mais le système des bassines présente de nombreuses faiblesses car nous avons toutes et tous besoin d'eau pour nos cultures, que nous irriguons ou pas.

Les projets de stockage de l'eau dans des méga-bassines figent l'accès à l'eau sur un territoire. Or, des agriculteurs voisins et des nouveaux arrivants doivent aussi, si nécessaire, pouvoir avoir accès à l'eau par une redistribution des volumes. Nous pensons notamment aux maraîchers et aux arboriculteurs pour qui l'eau est vitale pour la survie de leurs cultures, et non un simple facteur d'augmentation du rendement.

## **Une baisse drastique des ressources en eau**

Nous dénonçons aussi fortement l'absence de transparence sur l'usage de l'eau. Aujourd'hui, aucune priorisation n'est faite en fonction des cultures, de la destination de ces dernières et du nombre d'emplois sur la ferme. Il est ainsi tout à fait possible d'irriguer des terres qui servent à des cultures dédiées à la méthanisation, du blé tendre ou du maïs destinés à l'exportation, ce que nous dénonçons ; comme des légumes destinés aux cantines des collectivités du territoire, ce que nous soutenons. Cette situation absurde a assez duré.

Une spéculation sur les droits d'eau s'installe, notamment à la transmission, accélérant davantage la concentration et l'agrandissement des exploitations. Les dates d'arrêtées sécheresses avancent, touchant encore plus durement celles et ceux qui ne sont pas raccordés ; surtout les petits volumes d'irrigation, maraîchers et arboriculteurs, pour qui l'eau est vitale.

Ne nous voilons pas la face : dans le Sud-Ouest, on annonce une baisse de 20 à 50 % des ressources en eau d'ici 2050. Nous sommes les premiers témoins du changement climatique, au moins tout autant que les jeunes militantes écologistes qui se mobilisent contre ces projets. Nous sommes encore plus douloureusement conscient·es des difficultés croissantes qui nous attendent. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un accompagnement des pouvoirs publics sans faille pour la transition agroécologique et d'une reconnaissance politique, sociale et économique de notre travail.

## **Se remettre autour de la table**

Nous toutes et tous sommes sensibles à la transmission de la terre aux générations futures. L'eau doit être partagée équitablement au sein du monde agricole et entre les acteurs du territoire. Nous avons toutes et tous des efforts de sobriété à mener et des changements à mener collectivement dans nos systèmes de culture, dans notre manière de travailler. En parallèle, les activités de tourisme de masse ou de loisirs forts consommateurs de terres et d'eau, comme par exemple le golf, doivent être régulées pour prioriser l'usage alimentaire.

S'entêter dans un système économique et agronomique qui ne nous rémunère pas collectivement, un système basé sur les cessations d'activité des uns pour l'agrandissement des autres, n'est pas une solution.

Nous pouvons sortir de l'impasse ; nous remettre autour de la table pour trouver des solutions qui font converger l'intérêt général et l'intérêt des paysan·nes, discuter des systèmes économiques et agronomiques, de la destination des cultures, des pratiques pour protéger la qualité de l'eau. Nous trouverons ainsi des solutions communes et territorialisées, fondées en priorité sur la nature.

Plafonner et prioriser pour mieux répartir doit maintenant guider les politiques publiques de gestion de l'eau, dans le monde agricole et pour tous les acteurs du territoire. La gestion de l'eau, les prélèvements et l'irrigation doivent s'adapter à la ressource en eau disponible dans chaque territoire.



### Sortir de la confrontation

En juillet 2024, le Poitou sera encore une fois sous les projecteurs [la Confédération paysanne n'est pas organisatrice du Village de l'eau à Melle mais participera à diverses tables rondes et débats, ndlr].

Pour nous, syndicalistes de la Confédération paysanne, ce conflit est symptomatique de la nécessité d'un partage équitable de l'eau au sein du monde agricole.

Nous savons toutes et tous que dans le grand cycle de l'eau, il n'y a pas d'eau perdue. Cette eau sert aux milieux, aux collègues en aval, jusqu'aux paysannes de la mer qui ont besoin d'eau en quantité et qualité.

Nous comprenons tous que les pénuries et excès d'eau que nous subissons, sont le résultat des mêmes problèmes : dérèglement climatique, artificialisation des sols, perte de la matière organique, disparition des haies... Nos sols abîmés n'arrivent plus à bien capter l'eau pour son infiltration. Ne nous trompons pas de combat ! Stockons en priorité l'eau dans ses réservoirs naturels : nos sols, les nappes et zones humides.

Nous devons sortir de l'impasse et de la confrontation destructrice. Pour cela, il faut se remettre autour de la table et dialoguer pour trouver des solutions qui font converger l'intérêt général et l'intérêt de toutes et tous.

Nous voulons sortir par le haut de ce conflit afin d'offrir des solutions à toutes et tous, irrigant ou non, plutôt que de privatiser l'eau pour une minorité dans une logique court-termiste.

L'eau est précieuse. Collectivement, préservons-la, partageons-la !

LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE, 16 juillet 2024

## Depuis la terre et la mer, 10 000 personnes, tracteurs et bateaux manifestent et bloquent massivement le port industriel de la Pallice

Ce 2e jour de mobilisation était le couronnement de 5 jours de rencontres internationales (Le communiqué de la délégation internationale) sur un village de l'eau qui a accueilli plus de 10 000 personnes tout au long de la semaine. Après une manifestation en plein champs vendredi devant la coopérative Terrena et le désarmement naturaliste d'une bassine appartenant à un industriel de ferme-usine de volailles, le groupe Pampr'oeuf, hier (<https://lessoulevementsdelaterre.org/en-eu/blog/communique-10-000-personnes-dejouent-le-blocage->), il s'agissait aujourd'hui de remonter la filière bassines jusqu'aux sources de l'accaparement.



La journée a démarré avec le blocage surprise du port et de l'entreprise de négoce en céréale Soufflet, par un convoi de tracteurs surgissant depuis le pont de l'île de Ré au nez et à la barbe du dispositif policier. Ils ont été rapidement rejoints par un cortège caché dans le port avec une banderole « Paysan nes, travailleurs, autonomes, unissez vous ! ». Loin des oppositions binaires mises en scène par le gouvernement entre écologistes et agriculteurs, ce blocage marque une fois de plus l'engagement paysan dans la lutte anti-bassines. (Le communiqué des paysan.nes anti-bassines sur les raisons du blocage - <https://lessoulevements-delaterre.org/en-eu/blog/blocage-surprise-du-port-de-la-rochelle-par-un-convoi>)

*Aujourd'hui, les paysann•e•s comme le reste des manifestant•e•s avaient pour but de cibler des ennemis communs majeurs : les méga-coopératives et entreprises de négoce du port de la Pallice. Celles-ci appuient en effet la construction des méga-bassines pour rentabiliser leurs investissements dans l'agrandissement du port. Elles s'accaparent le revenu des paysan•ne•s pour maximiser leurs profits et les poussent à une course folle au rendement au détriment des terres, de l'eau et des populations.*

Relevant une nouvelle fois le défi des interdictions systématiques de manifester et malgré les nombreux blocages policiers, plus de 8 000 personnes ont réussi à se réunir dans le parc Charruyer. Elles ont été ralliées tout au long de l'après-midi jusqu'à atteindre 10 000 manifestantes. Durant les prises de parole initiales, *une délégation internationale, composée de 200 personnes venu•es du monde entier a souligné à quel point ce port est un outil majeur de l'extractivisme néocolonial.* En effet, la moitié des flux du port alimentent le complexe agro-industriel, l'autre moitié l'industrie du pétrole et du BTP. Le port est le catalyseur d'un capitalisme fossile qui nous fait foncer tout droit dans le bouleversement climatique. On y retrouve pêle-mêle : Total, CMA-CGM, Lafarge, et bien sûr Bolloré. Celui-ci ne se contente pas d'intoxiquer nos esprits avec sa propagande néo-fasciste, il intoxique le monde avec ses industries responsables, entre autre, de déforesta-tions massives pour l'huile de palme ! Il a été l'un des principaux investisseurs de l'agrandissement du Port de La Rochelle où il est toujours bien présent via son pôle énergie. Jadis, c'est le port négrier qui a fait la fortune des négociants rochelais. Aujourd'hui, la fortune de ces multinationales est toujours directement issue du pillage de l'Afrique et des guerres que celui-ci engendre.





Après les prises de parole, les manifestant•e•s se sont divisé•es en deux cortèges pour ruisseler vers le port avec pour objectif d'établir différents points de blocages festifs aux alentours et tenter une approche par la mer. Le premier cortège a longé la côte en faisant jonction avec les 10 tracteurs paysans copieusement gazés par la police en fin de matinée avant d'être obligés de quitter leur piquet.

Comme promis le cortège côtier a réussi à entrer sur la plage la plus proche du port de la Pallice et à partir le bloquer par voie marine avec de nombreuses embarcations et des nageurs•euses longeant la côte. Ils ont été rejoints par une flottille de catamarans et kayaks déjà en route malgré les interdictions de naviguer. Le second cortège qui a emprunté les boulevards en direction du port a quant à lui été rapidement nassé, gazé et lourdement chargé dans la ville, mais à fini par s'extraire du piège policier. Les deux cortèges ont fini par se rejoindre en milieu d'après-midi en faisant une haie d'honneur aux tracteurs dans une ambiance de fête, en chantant malicieusement « Et tout le monde déteste La Pallice » ou encore « siamo tutti antibassini », marquant ainsi la jonction des luttes écologistes et antifascistes.





Les forces de l'ordre ont de nouveau attaqué la manifestation avec des gaz et canons à eau. Plusieurs interpellations ont eu lieu dont plusieurs avec des violences des forces de l'ordre. Ils ont fait face à des manifestant•es de tout âge et de toutes conditions physiques, mais extrêmement solidaires, déterminé•es à se protéger ensemble des coups et à ne pas se lâcher.

*(À l'heure où nous écrivons ce communiqué une partie de la manifestation se dirigeait vers la plage de la concurrence pour clôturer la journée. Nous ferons une mise à jour en fin d'après-midi lors du retour des manifestant•es pour la grande fête de clôture au village de l'eau)*

Nous avons déployé aujourd'hui différentes manières de bloquer le port de La Pallice. Nous y reviendrons tant que ses multinationales détruisent nos vies, nos fermes, nos bassins versants et ceux des populations de l'autre côté de l'océan.

*Un an et demi après Sainte-Soline, ces deux journées de manifestation démontrent l'inventivité et les capacités de rebond du mouvement anti-bassines, et ce malgré une pression politique et policière sidérante. Chaque chantier de bassines et les entreprises responsables vont continuer à être combattus pieds à pied localement et nationalement. Il est temps de faire bassine arrière, de statuer sur un moratoire et d'ouvrir la voie à une bascule agro-écologique.*



LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

## LIVRES ET SORTIES

# Les premières secousses des Soulèvements de la Terre

**Découvrez notre recension de « Premières secousses », l'essai des Soulèvements de la Terre, aux éditions La Fabrique.**

Plus d'un an après les violences policières de Sainte-Soline, le temps semblait venu pour Les Soulèvements de la Terre de dresser un bilan et d'explorer des pistes stratégiques pour l'avenir. Outre le rappel des actions menées contre les mégabassines ou l'industrie du béton, ce livre collectif, dense et riche, où s'alternent récits de mobilisation et réflexions théoriques, vient réaffirmer plusieurs fondamentaux du mouvement et, en premier lieu, l'idée de « *composition* », soit le fait de réussir à regrouper des collectifs aux sensibilités et aux modes d'action différents, mus par des horizons communs.

Il réaffirme également la nécessité d'agir, de faire atterrir l'écologie, de l'ancre dans des territoires, et une méthode: le recours au blocage, ou la « *suspension d'une infrastructure responsable du ravage écologique* », au désarmement, soit la « *mise en pièces d'infrastructures ou de chantiers qui accélèrent la catas-*

*trophe en cours*», et enfin à l'occupation de terres, sur la modèle de la zone à défendre. Ce faisant, les Soulèvements de la Terre entendent ainsi rompre avec l'hégémonie de la désobéissance civile non violente dans le champ de l'écologie politique et se départir de sa dimension moralisatrice, jugée impuissante, voire contre-productive.



Mais dès lors, que faire quand le pouvoir choisit de répondre par la répression ? Conscients de naviguer « *entre les insuffisances de l'autonomie diffuse, les dangers du léninisme et l'étroitesse de vue du réformisme* », les auteurs développent trois hypothèses stratégiques : le démantèlement des infrastructures écocidaïres, la création de contre-pouvoirs locaux et le soutien au réformisme. Le défi consiste à ne négliger aucune de ces pistes et à les faire vivre ensemble.

Le démantèlement doit quant à lui acter le franchissement d'un cap : « *Le désarmement est un geste, une action. C'est un coup d'éclat pour interpeller et impacter. Le démantèlement est un processus de transformation, un long cheminement politique.* » Il ne consiste pas en une « redirection écologique » des entreprises et en la création d'une filière experte et technocratique, comme le suggèrent par exemple les chercheurs Alexandre Monnin, Diego Landivar et Emmanuel Bonnet dans leur essai *Héritage et Fermeture* (Divergences, 2021), mais en un art de « *défaire et refaire* », mené par les habitants et les travailleurs, afin de transformer les usages et fonctions des infrastructures toxiques.

Si multiplier les ZAD et les alternatives ne peut être une fin en soi, le mouvement de « *reprise de terres* » doit lui « *s'enlianner* » en tissant ces initiatives locales entre elles et en faisant émerger des outils collectifs pour acquérir des parcelles et les sortir des griffes de l'agro-industrie. Enfin, dans l'idée de dépasser le vieux clivage « réforme-révolution », il convient de ne pas lâcher l'échelon national et de soutenir les propositions qui peuvent être synonymes de changements immédiats, comme un moratoire sur les projets de mégabassines.

S'il s'agit là d'une « *ligne de crête* », difficile à tenir selon eux, ce texte, par son absence de dogmatisme, sa lucidité et sa volonté de réfléchir à ciel ouvert, est là pour nous rappeler, s'il en était encore besoin, à quel point Les Soulèvements de la Terre portent un message et un projet précieux.

*Premières secousses. Les Soulèvements de la Terre*, La Fabrique → 19 avril 2024 - 296 pages - 15 €

Fabien BENOIT, publié le 18 juin 2024 (Socialter)

# Communiqué - 10 000 personnes déjouent le blocage policier, marchent sur une coopérative responsable de l'accaparement de l'eau et désarment une méga-bassine avec des lentilles d'eau.

*Ce 19 juillet, malgré un dispositif policier une nouvelle fois très agressif et l'interdiction de la manifestation, 600 cyclistes ont réussi à aller au pied des méga-bassines du géant de l'élevage industriel Pampr'oeuf pour les désarmer magiquement avec des lentilles d'eau. Pendant ce temps, 10 000 personnes ont marché en direction de Cérience, une filiale de la méga-coopérative Terrena, un des principaux promoteurs des méga-bassines dans le Poitou avant que la gendarmerie incendie volontairement des champs de blé.*



Depuis le début de la journée, les forces de l'ordre de la gendarmerie étaient très claires : empêcher toute manifestation ou tout faire pour provoquer des débordements. Dès l'aube, par des blocages, des gazages et des contrôles systématiques, les forces de l'ordre ont cherché à empêcher les cortèges de partir du village, puis de converger. Mais la grande marche a bien eu lieu. Cet après-midi les gendarmes ont préféré tirer massivement des grandes lacrymogènes en plein champs blés secs... déclenchant ainsi un inévitable et dangereux incendie. Littéralement, c'est la politique de la terre brûlée qu'a choisie Gerald Darmanin ! Plutôt que de laisser passer des défenseuses de l'eau, manifestant dans la plaine agro-industrielle désertique.

Résolument déterminés à ne pas laisser les gendarmes les blesser comme l'an dernier à Sainte-Soline, les manifestants ont usé de nombreux stratagèmes pour éviter l'escalade de l'affrontement, et tout de même atteindre leurs cibles. 10 000 personnes ont fini par se rassembler vers 14h au Pré sec sur la commune de Migné-Auxances, là où en août dernier le convoi de l'eau avait fait une étape. Après un pique-nique en fanfare et des prises de parole, la foule s'est élancée vers l'usine Cérience, la filiale semence de Terrena. Ce groupe agro-industriel est en effet l'un des principaux promoteurs des méga-bassines du Poitou. C'est l'interlocuteur privilégié de la préfecture de la Vienne, au titre de représentant de l'usage agricole de l'eau.





Nous souhaitons déposer un avis de dissolution de l'entreprise, en réponse au panneau de permis d'aménager posé récemment pour la Bassine de Saint-Sauvant. Le message est clair, dans la Vienne, en Deux-Sèvres et ailleurs, nous ne comptons laisser passer aucun chantier de méga-bassines sans encombre. Nous continuerons à cibler les grosses entreprises qui s'accaparent l'eau, spéculent sur les fruits de l'agriculture et sur le dos des paysans. Face aux murs de feu déclenchés par les forces de l'ordre, il a alors été décidé de rebrousser chemin pour ne pas se mettre en danger et préserver les énergies résistantes. Une grande manifestation nous attend samedi 20 juillet, au terminal agroindustriel portuaire de La Pallice. Aujourd'hui, nous avons réussi à faire respecter notre liberté fondamentale de manifester, dans un contexte de répression massive. Cela nous donne de la force pour poursuivre la bataille pour l'eau à La Rochelle demain !



En parallèle, un cortège vélo fort de 600 cyclistes est arrivé jusqu'au pied de deux méga-bassines dédiées aux fermes-usines de volaille du groupe Pampr'oeuf. Ils ont planté 3 épouvantails pour repousser les menaces de nouvelles bassines. Pour désarmer la seconde bassine du groupe, les manifestants accompagnés des Naturalistes des Terres ont utilisé des cerfs-volants chargés d'un colis surprise. Ceux-ci ont volé au-dessus du cratère au nez et à la barbe des gendarmes gardant l'édifice pour y larguer les lentilles d'eau, une arme naturelle anti-bassine dans un moment de liesse. Ces lentilles se développent ensuite dans l'eau stagnante de la bassine et en bouchent les pompes et tuyaux, mettant ainsi l'ouvrage hors d'état d'accaparement ! En ayant atteint une bassine, les lentilles incarnent la possibilité d'une revanche des habitants des marais contre l'accaparement de l'eau.





Pour plus d'infos, voir le communiqué des Naturalistes des Terres Pampr'oeuf produit 850 millions d'œufs de batterie par an, c'est le plus gros industriel de France avec 15% du marché. Ce mastodonte a plusieurs fois défrayé la chronique ces dernières années à l'occasion d'une infiltration par drone de l'association L214 dans l'une de ses exploitations à Pamproux en décembre 2021, relevant d'actes de cruauté et de violence. Une plainte pour « mauvais traitements » et « actes de cruauté » a été déposée. Plus récemment, l'abattage de 285 000 poules pondeuses enfermées en bâtiment signait le macabre record français à la suite d'un cas de grippe aviaire de 2023.  
lien vers l'enquête de L214 : <https://www.l214.com/communications/2021/1216-enquete-poules-pamproeuf/>



Les 2 méga-bassines que nous avons visé aujourd'hui appartiennent à la famille NERAULT, propriétaire de six entreprises de la filière volaille et cumulant plus de 15 millions d'euros de chiffres d'affaires. La famille est actuellement en train de vendre Pampr'oeuf à la *méga-coopérative Terrena*. Cibler ce groupe, c'est donc s'attaquer à la grande bourgeoisie agricole qui s'accapare depuis trop longtemps l'eau dans ces méga-bassines privées. C'est aussi dévoiler que ces méga-bassines, en service depuis 16 ans, encouragent les pires modes de productions industriels, intensifs et nocifs, loin des promesses d'un soit disant changement de modèle agricole.





Les manifestant·es vont se retrouver ce soir au village de l'eau où 8 000 personnes étaient déjà présentes hier. *Dès demain matin, nous serons toutes à la Rochelle pour la seconde grande journée de mobilisation, pour remonter la filière et bloquer le port de La Pallice. Rendez-vous à 10h Parc Charruyer.* Ils y pointeront le lien entre l'agrandissement du port de la Rochelle et la construction des méga-bassines, ainsi que le rôle des méga-coopératives dans l'asservissement des paysan·nes, la dégradation continue des terres et de l'eau et la main-mise spéculative sur les exportations agricoles.

Rendez-vous à 10h au parc Charruyer dans une ambiance de fête et de carnaval !

Aujourd'hui encore, le mouvement anti-bassines se renforce en nombre et en ingéniosité, jusqu'au moratoire et la fin des méga-bassines.

No bassaran !

*Photos téléchargeables et libres de droit de la manifestation : <https://we.tl/t-fQFZnMEQYn>*



LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE



# Auberge, boulangerie... Une coopérative redonne vie à des villages moribonds



Villages Vivants accompagne des collectifs qui souhaitent relancer des activités dans les centres-bourgs. Visite d'une auberge, d'une boulangerie et d'une brasserie qui ont fait appel à cette coopérative drômoise. Gibles (Saône-et-Loire), Boffres (Ardèche) et Saint-Laurent-en-Royans (Drôme), reportage

Il est 10 heures en ce dimanche de juillet et la file d'attente s'étire sur la place du marché, dans la petite commune de Gibles, 580 habitants, en Saône-et-Loire. Aux fourneaux, levé depuis 1 heure du matin, Benoît, 37 ans, enfourne des baguettes, pétrit sa pâte à croissants et pose la touche finale sur quelques fraisières, non sans faire des aller-retour dans la boutique pour saluer les clients, tout sourire.

Depuis son ouverture, il y a quelques mois, Chez Cocotte, la boulangerie-café-épicerie que sa compagne Corentine et lui ont créée, ne désemplit pas. Et pour cause, elle est la seule dans les environs. « *Notre boulangerie, c'est le dernier commerce alimentaire du village*, précise le jeune homme. *Cela va même plus loin, on a sept communes aux alentours sans commerces, si ce n'est un bistrot parfois. Ici, les gens viennent discuter en terrasse, c'est un lieu de rencontre. Ils nous disent à quel point ça leur fait plaisir d'avoir un commerce ouvert.* »

*Chez Cocotte est emblématique des projets accompagnés par la coopérative Villages vivants, fondée en 2018. Un commerce de proximité, dans une zone rurale qui en manque, porté par un collectif, ici une Scop (société coopérative de production), qui entend retisser du lien sur un territoire. « Nous n'avons pas les fonds suffisants pour acheter le local, explique Benoît, lors d'une des rares pauses de sa matinée. Nous avons contacté Villages vivants et ils ont visité les lieux avec nous. Nous avons discuté de notre projet, de sa faisabilité et ce sont eux qui ont acheté les murs, financé les travaux, selon nos envies et nos besoins. Nous avons réfléchi ensemble au prix du loyer, qui progresse au fil des trois premières années, pour nous laisser le temps de développer notre activité et notre chiffre d'affaires. Nous n'avons pas eu besoin d'aller voir une banque, ils nous ont accompagnés depuis le début. Ça nous a enlevé un poids considérable et nous a permis de nous concentrer sur notre cœur de métier. »*



« Les gens viennent discuter en terrasse. Ils nous disent à quel point ça leur fait plaisir d'avoir un commerce ouvert », disent les gérants de Chez Cocotte. © Fabien Benoît / Reporterre

### **L'usage contre la spéculation immobilière**

Villages vivants est né d'un double constat. Celui de la désertification du monde rural, où les commerces ferment les uns après les autres et où les services publics s'en vont ; et celui de la floraison d'initiatives portées par des citoyens, qu'il s'agisse de tiers lieux, de magasins de producteurs ou de librairies coopératives. Autant d'initiatives qui pâtissent d'être jugées peu ou pas rentables par des investisseurs traditionnels.

L'idée a donc germé de s'inspirer du modèle du mouvement Terre de liens, qui aide des agriculteurs à s'installer en se portant collectivement acquéreurs des terres, en l'appliquant aux commerces et lieux de vie en centre bourgs. « *Nous investissons là où personne ne va le faire*, dit Raphaël Boutin-Kuhlmann, codirecteur de Villages vivants. *L'immobilier classique repose sur deux ressorts : la quête d'une rentabilité forte à court terme, avec des loyers élevés, ou celle d'une plus-value sur cession d'actif, à plus ou moins long terme. En somme, l'idée de revendre un bien plus cher. Nous, nous ne cherchons pas la rentabilité à tout prix, mais plutôt l'équilibre. Ce qui prime, c'est l'usage. Et que l'investissement ne soit pas risqué, qu'il soit en adéquation avec un territoire et porté par un collectif fort et résilient.* » L'organisme fixe ensuite des loyers « *soutenables* », pour lui comme pour le porteur de projet.

En cette chaude soirée d'été, la terrasse de l'Auberge de Boffres, en Ardèche, est pleine à craquer. Au micro, guitare à la main, un chanteur enchaîne des reprises de Renaud. L'ambiance est bon enfant, et les hot-dogs frites affluent depuis la cuisine. Ici, un mélange de locaux et de vacanciers, des jeunes et des moins jeunes. L'Auberge de Boffres a été en quelque sorte un galop d'essai pour Villages vivants. Il a fallu plusieurs années pour que cette ancienne auberge rouvre ses portes et fasse peau neuve, moyennant un investissement de plus d'un million d'euros. Aujourd'hui, magnifiquement restaurée, elle fait office de café, restaurant, épicerie, dépôt de pain et bureau de poste, en attendant que des logements, à l'étage, finissent d'être réhabilités.

### **Financiers institutionnels et épargne citoyenne**

À Boffres, comme à Gibles, tout le tissu social a été revigoré par la réouverture du commerce. « *Quand on est arrivé, le village était en train de s'éteindre, il n'y avait plus qu'un bar-tabac*, raconte Antoine, un des salariés de l'Auberge. *Depuis qu'on est arrivé, les gens nous le disent, ça a remis de la vie.* »

*Si ce projet a été possible, comme vingt-et-un autres accompagnés par Villages vivants, c'est grâce aux investissements de financiers institutionnels ainsi que de citoyens, qui placent une partie de leur épargne dans la coopérative et permettent ainsi à leur argent d'être bénéfique socialement. Peu nombreux au démarrage de Villages vivants, ils sont désormais plus de 650.*





« Quand on est arrivé, le village était en train de s'éteindre, il n'y avait plus qu'un bar-tabac », raconte Antoine, un des salariés de l'Auberge. © Fabien Benoît / Reporterre

Toutes les sommes ainsi levées 2,5 millions d'euros depuis la création de la coopérative – sont investies dans l'achat et la réhabilitation de locaux. La coopérative, elle, vend des formations et des prestations, notamment aux collectivités. « *Le cœur de notre modèle, c'est d'être une coopérative citoyenne, de créer des "communs citoyens ruraux"* », précise Raphaël Boutin-Kuhlmann.



L'Auberge de Boffres (Ardèche) a été en quelque sorte un galop d'essai pour Villages vivants. © Fabien Benoît / Reporterre

Tous les projets accompagnés par Villages vivants partagent un ancrage rural bien sûr, mais aussi une dimension coopérative et collective. « *Il y a un intérêt commun pour l'environnement, le circuit court, le développement local, la gouvernance en Scop et cette idée qu'on peut entreprendre différemment, sans être dans une logique carnassière, qu'on peut être son propre patron et être vertueux* », dit Rami, 37 ans, un des fondateurs et actuel gérant de la brasserie La Machine, à Saint-Laurent-en-Royans, dans le Vercors.

## **La brasserie joue la carte du local**



La brasserie, qui dispose d'une buvette ouverte tous les vendredis soir, joue la carte du local, achète son malt dans la Drôme et travaille avec un houblonneur du Diois, dans la Drôme également. Les résidus de malt, obtenus après le brassage de leurs bières, que l'on nomme « drêches », sont eux destinés à des maraîchers (comme engrais) et des éleveurs du coin (pour nourrir les animaux).



« On peut entreprendre différemment, sans être dans une logique carnassière », dit Rami, gérant de la brasserie Brasserie La Machine, à Saint-Laurent-en-Royans (26). © Fabien Benoît / Reporterre

« Notre idée était de créer un tissu de filières locales, explique Rami, on se disait : on habite ici, on veut créer de la richesse ici, on veut créer un lieu de convivialité ici. » Ce vendredi, malgré la pluie, la buvette de La Machine sera une nouvelle fois bondée.

Rares sont les projets soutenus par Villages vivants à connaître pour le moment de grandes difficultés, preuve s'il en est que le modèle fonctionne. « Dans les territoires ruraux qui nous intéressent, on se rend compte que les coopératives ont plus de chance de tenir sur le long terme que l'entrepreneuriat classique, dit Raphaël Boutin-Kuhlmann. Elles sont plus résilientes. On veut montrer par l'exemple que ce modèle marche. On ne pense pas pouvoir battre le capitalisme mais je pense qu'on peut contribuer à le ringardiser. »



Il a fallu plusieurs années pour que cette ancienne auberge rouvre ses portes et fasse peau neuve, moyennant un investissement de plus d'1 million d'euros. © Fabien Benoît / Reporterre

Villages vivants n'aspire pas à croître sans fin, à « planter partout des drapeaux ». La coopérative entend s'en tenir aux territoires qu'elle

connait, essentiellement en Auvergne-Rhône-Alpes, et surtout diffuser ses pratiques, partager ses outils, afin que d'autres, ailleurs, s'en inspirent. En attendant, elle se lance dans une nouvelle levée de fonds citoyenne, un nouvel appel aux épargnants pour poursuivre le travail qu'elle a lancé.

Fabien BENOIT, 24 août 2024 (Reporterre)

# Des citoyens « enquêteurs » révèlent au grand jour un trafic illicite de bois vers la Chine

*La gendarmerie a corroboré la piste de l'exportation de bois vers l'Asie, jusqu'à aboutir au placement en garde à vue des gérants d'Euro Bois. Au cours de la perquisition, 27 000 euros en liquide sont saisis, ainsi que des documents faisant état de transferts d'argent de la Chine vers une entreprise turque, pour un montant d'environ 100 000 euros.*

Grâce à leur persévérance, des habitants du département francilien des Yvelines ont contribué à mettre à jour une filière d'exportation illégale de bois vers le continent asiatique. Plus de 350 arbres, en majorité des chênes issus d'espaces boisés classés, auraient été coupés pour être envoyés en Chine.

## Des arbres rasés dans des « Espaces boisés classés »

Difficile d'y croire tant l'histoire paraît rocambolesque, et pourtant : grâce à la vigilance de citoyens, inquiets de voir les forêts des Yvelines « massacrées », une filière d'exportation illégale de bois entre les Yvelines et la Chine a été révélée au grand jour en mars dernier.

Retour à l'automne 2022. À cette époque, dans la forêt de Septeuil (Yvelines), des habitants remarquent des coupes d'arbres « anormales » sur des parcelles privées où la société d'exploitation forestière Euro Bois intervient.

Sur certaines parcelles, d'ailleurs classées « Espaces boisés classés » (EBC), « *les coupes, qui visaient essentiellement des chênes, étaient autorisées, puisque des demandes d'autorisation de coupe avaient été déposées en mairie et que les propriétaires des parcelles avaient donné leur accord*, rembobine Virginie Meurisse pour *La Relève et La Peste*.

*Mais alors que la société disait effectuer des coupes sanitaires, elle ne coupait que des arbres sains*, continue la présidente de Sauvons La Tournelle, une association dédiée notamment à la défense des sites naturels des Yvelines. *Il y avait également des irrégularités dans les demandes d'autorisation ».*



## Des citoyens devenus « enquêteurs en herbe »

Rapidement, les associations Sauvons la Tournelle, Jade et Sauvons les Yvelines portent plainte face à ce que toutes trois qualifient alors de « *massacre à la tronçonneuse* », comme Virginie Meurisse l'expliquait déjà pour *La Relève et La Peste* à l'hiver 2022.



« On a également écrit à la mairie de Septeuil pour qu'elle prenne un Arrêté interruptif de travaux (AIT) qui permette l'arrêt des coupes le temps d'instruire notre plainte, mais le maire a refusé », développe la militante, amère.

Si sur place, l'abattage des chênes continue, une enquête est néanmoins ouverte, dont sont saisis les gendarmes de la Communauté de brigades (CoB) de Septeuil.

« On a eu de la chance parce qu'on a été reçu par un gendarme qui a pris la question très au sérieux », insiste Virginie Meurisse.

Surtout, quelques mois plus tard, en avril 2023, un habitant remarque en forêt des Yvelines de nouveaux troncs abattus, prêts à être chargés dans un conteneur maritime. Par réflexe, l'habitant prend une photo et à partir de là, tout s'accélère. En possession de l'immatriculation du conteneur, et grâce à des sites de pistage en open source, les militants écologistes réussissent à pister le conteneur jusqu'au port de Yantian, au sud de la Chine.

« Si ce n'était pas si grave, ça en en serait presque drôle, lâche Virginie Meurisse. On s'est vraiment transformés en enquêteurs en herbe. »



## Les gérants attendus devant le tribunal correctionnel de Versailles

En parallèle, la gendarmerie corrobore la piste de l'exportation de bois vers l'Asie, jusqu'à aboutir au placement en garde à vue des gérants d'Euro Bois le 6 mars dernier. Au cours de la perquisition, conduite par les enquêteurs dans les locaux de l'entreprise, 27 000 euros en liquide sont saisis, ainsi que des documents faisant état de transferts d'argent de la Chine vers une entreprise turque, pour un montant d'environ 100 000 euros, détaille la gendarmerie.

« Sur les déclarations préalables, les motifs de coupe sont erronés, apprend-on également. Les taux de prélèvement sont dépassés, et des arbres sont abattus et volés sur des parcelles non-déclarées, sans l'autorisation des propriétaires. »

Poursuivis pour coupe illicite d'arbres et vols de bois depuis janvier 2021, les gérants de la société d'exploitation forestière, une mère et son fils, sont attendus devant le Tribunal correctionnel de Versailles le 21 mai prochain. Une audience que les associations de préservation de l'environnement des Yvelines attendent avec impatience, d'autant que l'entreprise avait déjà été condamnée en 2022 pour des faits similaires dans la commune de Grosrouvre (Yvelines).

« Avec cette audience, on espère comprendre comment ces coupes ont pu avoir lieu alors qu'elles seraient illégales », détaille Virginie Meurisse, qui estime qu'au moins 350 arbres auraient été coupés illégalement sur environ 10 hectares de forêt.

Des coupes qui visaient essentiellement des gros chênes valorisables sur le marché mondial, et notamment en Chine où la coupe de chênes est interdite depuis 2017.



## Répertorier toutes les coupes de bois des Yvelines

Heureuse de voir les efforts des militants associatifs payer, Virginie Meurisse garde cependant un goût amer de ces longs mois de combat.

*« On va certainement taper sur cette entreprise, à juste titre, mais je regrette qu'on ne soit pas allé plus vite, dit-elle. Dès le départ, on a alerté la mairie de Septeuil, qui n'a rien fait. Dans des situations similaires, d'autres maires ont pris des AIT et ont pu empêcher des massacres. Nous, ça n'a pas été le cas »,* insiste-t-elle, alors que d'après l'Office national des forêts (ONF), le montant du préjudice s'élève à 160 000 euros.

Loin de baisser les bras pour autant, Virginie Meurisse et les associations écologistes du territoire disent vouloir rester attentifs aux coupes de bois « suspectes » dans les Yvelines, où « c'est l'hécatombe ».

Ces derniers travaillent d'ailleurs à créer une carte interactive qui permettrait de répertorier l'ensemble des coupes d'arbres des Yvelines, en forêt privée comme dans les forêts gérées par l'ONF. Un travail titanesque qui nécessiterait la contribution de cartographes, de naturalistes ou encore d'écologues.

L'objectif : *« connaître le volume réel de bois abattu dans le département, explique Virginie Meurisse. On cherche à alerter sur les trafics de bois, comme ça a été le cas dans la forêt de Septeuil, mais aussi plus largement sur la quantité de coupes de bois autorisées.*

*Pour nous, il est urgent de revoir les plans de gestion des forêts qui, bien que légaux, sont parfois obsolètes face au dérèglement climatique et au dépérissement de la forêt. »*

Contactée, la mairie de Septeuil n'a pas répondu à notre demande d'interview.

Cecile MASSIN

Photographie: Sauvons La Tournelle 23 avril 2024

<https://lareleveetlapeste.fr/des-citoyens-enqueteurs-revelent-au-grand-jour-un-traffic-illicite-de-bois-vers-la-chine/>

# Philippe Descola et Alessandro Pignocchi : imposer la cohabitation entre États et territoires autonomes

Comment échapper à l'alternative entre attendre le grand soir et chercher à réformer le capitalisme ? L'anthropologue Philippe Descola et le dessinateur Alessandro Pignocchi appellent à multiplier des territoires autonomes pour expérimenter d'autres rapports au vivant et constituer une force à même de transformer l'État. Entretien.

Enquêtant pendant des années sur les Achuars, une population autochtone d'Amazonie, l'anthropologue Philippe Descola a mis en lumière différentes manières de concevoir le monde et d'être en relation avec les êtres non-humains. Alessandro Pignocchi, ancien chercheur en philosophie reconverti en dessinateur de BD, s'est appuyé sur ses travaux pour imaginer avec finesse et humour une société où l'animisme des indiens jivaros se serait généralisé, y compris chez les dirigeants de notre monde. Dans un essai intitulé *Ethnographies des mondes à venir*, les deux penseurs précisent leur projet politique.

*« Le prolo se voit en plus accusé par la bourgeoisie urbaine de ne pas être assez écolo, de ne pas avoir de voiture électrique et de ne pas être végétarien. » (Alessandro Pignocchi)*

**Silence : À l'heure où nous écrivons ces lignes, avant les élections législatives, l'extrême droite n'a jamais été aussi proche du pouvoir. Comment analysez-vous cette situation ?**

Alessandro Pignocchi : Le capitalisme entre en crise. La classe possédante et dirigeante tend au fascisme : soit par la fascisation des partis au gouvernement, soit par la montée des partis fascistes, soit les deux. Pour se maintenir au pouvoir, le rouage premier du fascisme est la diabolisation de l'ennemi interne. Il détache les ressentiments de leurs causes économiques et les oriente vers des minorités ciblées : à une époque le juif, aujourd'hui le musulman, et dans une moindre mesure l'écologiste et « l'assisté ». Comme ces cibles n'ont rien à voir avec les causes de ces ressentiments, ceux-ci reviennent. Et quand ils reviennent, il faut former des projets guerriers. On est déjà à ce stade-là dans les discours de Macron. Cet engrenage est tellement puissant que ça rend un peu dérisoire tous nos scénarios d'alternatives désirables.

L'écologie a sûrement une part de responsabilité là-dedans. Quand tu dis « je suis écolo » dans les campagnes, tu déclenches des réactions de haine au moins aussi intenses que si tu parles d'Emmanuel Macron. L'écologie est perçue comme un outil de distinction bourgeoise supplémentaire, qui vient essayer d'achever le peu qui reste de leur mode de vie. Le fascisme a fait un lien - fallacieux, évidemment - entre la peur et la haine de différentes minorités et la situation économique, en accusant le migrant, ou l'assisté, d'en être responsable. L'écologie n'a pas du tout réussi à s'imposer comme une possibilité d'émancipation économique. Le prolo, alors qu'il pollue moins, qu'il est plus exposé aux nuisances de la crise écologique, qu'il a moins accès aux espaces protégés et aux postes de décisions politiques, se voit en plus accusé par la bourgeoisie urbaine de ne pas être assez écolo, de ne pas avoir de voiture électrique et de ne pas être végétarien.

La classe bourgeoise a donné à l'écologie la tournure qui lui convient. La strate à fort capital économique a adhéré tout de suite au techno-solutionnisme, à la voiture électrique, etc. (1) Celle à fort capital culturel ne fait pas l'effort de se décentrer et d'adopter le point de vue d'autres classes. Elle est persuadée d'être du côté du prophète éclairé qui vient enseigner aux masses la bonne direction à suivre. Elle ne se demande pas comment son discours peut être perçu par la ruralité populaire. Que peut ressentir un chasseur-éleveur, dont ces deux composantes sont vraiment constitutives de son mode d'existence, quand un bourgeois urbain vient lui dire qu'il est moralement condamnable ? Ce discours provoque un énorme rejet.

Sortir d'une vision utilitariste du vivant

**Une partie du mouvement écologiste peut avoir tendance à vouloir « protéger la nature ». Vous montrez que « protection » et « exploitation » ne sont que deux facettes d'une même médaille.**

A.P. : L'Occident moderne est dans un rapport d'utilisation avec les non-humains et les milieux de vie. « Protection » et « exploitation » sont deux variantes de cette relation qui va dans un sens unique et qui fait de l'ensemble de la biosphère des objets que l'on exploite, que l'on protège ou éventuellement que l'on contemple. Dans cette relation, les humains sont les seuls êtres disposant d'intérêts légitimes.

Philippe Descola : Le meilleur terme pour illustrer cela est le « service écosystémique ». Il faut protéger la nature pour les services qu'elle nous rend. Les forêts tropicales sont à protéger d'abord parce que ce sont des puits de carbone et qu'elles abritent potentiellement des espèces dont on pourrait tirer des molécules thérapeutiques. Dans cette vision utilitariste, on déforeste pour les cultures de plantation ou bien on préserve pour le bénéfice exclusif des humains. Or, il faut au contraire défendre la valeur de biodiversité en tant que telle, comme un principe général de diversité comme celle des langues, des cultures, des êtres. C'est une valeur à laquelle on aspire tous les deux profondément. L'extrême droite se fonde sur la négation de la diversité.

A.P. : Le principe révélateur de l'écologie gestionnaire est le service écosystémique, et son outil est la « compensation ». On peut dégrader un endroit mais ce n'est pas grave car on en protège un autre. Les milieux de vie apparaissent comme des objets interchangeables. On peut imaginer la violence de la compensation sur des collectifs humains autochtones ou ruraux en France, à qui on dit : « On va bétonner votre milieu de vie, mais on va le restaurer ailleurs ». Ça veut dire que les liens d'attachement d'un collectif d'humains particulier avec un territoire particulier n'ont aucun poids. La compensation est le bras armé de l'écologie gestionnaire. Cette écologie propose seulement de mieux gérer les ressources naturelles, quitte à l'imposer d'en haut. Ça peut être évidemment perçu par les classes populaires comme des contraintes supplémentaires, sur des existences qui sont déjà sur le fil.

« Ré-animiser le monde »

« Le naturalisme considère qu'il y a une séparation entre les humains et les non-humains, appelés « nature » C'est une façon voir le monde tout à fait originale, qui n'avait pas de précédent dans l'histoire de l'humanité. » (Philippe Descola)

**Philippe Descola, vous avez mis en lumière l'existence de différentes manières de se rapporter aux autres êtres vivants non humains. En quoi consiste le « naturalisme » ?**

P.D. : Le naturalisme est une façon de faire monde qui est née en Europe à l'âge classique, au 17<sup>e</sup> siècle. Elle considère qu'il y a une séparation entre les humains et les non-humains, que l'on appelle nature. Ce concept se fonde sur l'idée que les humains sont extérieurs et supérieurs aux autres êtres vivants et qu'il est dans l'intérêt des premiers de contrôler, de connaître et d'exploiter les seconds. Le naturalisme a transformé la « nature » en un champ d'investigation par l'accumulation de connaissances scientifiques pour connaître son fonctionnement. Introduire cette notion de « nature » extérieure aux humains a permis de considérer que les non-humains pouvaient être transformés en marchandises, en ressources exploitables. Cette conception a été une condition, parmi d'autres, d'émergence du capitalisme industriel au 19<sup>e</sup> siècle.

C'est une façon de concevoir les rapports entre humains et non-humains tout à fait originale, qui n'avait pas de précédent dans l'histoire de l'humanité. Elle s'est répandue comme une traînée de poudre avec le colonialisme et l'impérialisme et s'est disséminée bien au-delà de son foyer originel. Cela dit, beaucoup de populations autochtones résistent à cette façon de faire monde et continuent de développer leurs propres façons d'entretenir des liens avec les non-humains.

A.P. : Dans les milieux paysans notamment, on a plutôt résisté à l'imposition du naturalisme. La théologie chrétienne dominante a condamné les rituels qui faisaient intervenir des non-humains, qui faisaient entrer des animaux à l'église ou qui s'inscrivaient dans des activités de subsistance. La définition moderne du « progrès » a poursuivi avec encore plus de vigueur la destruction de la conception « animiste » (2) du monde. Le naturalisme a beaucoup appauvri nos relations aux non-humains. Pour nous, le combat écologique est de dépasser le naturalisme et de « ré-animiser le monde ».

**Comment faire concrètement pour dépasser le naturalisme ?**

A.P. : Évidemment, ce n'est pas une affaire individuelle. Il faut fissurer la sphère économique. L'outil premier est de réussir à créer des institutions ou des territoires autonomes, où les décisions politiques ne sont plus guidées par des impératifs de rentabilité mais par ce qui est collectivement considéré comme désirable – en prenant en compte les vivants non-humains. C'est le même principe que les luttes depuis toujours : remettre la main sur les outils de production. Ici, non plus l'usine, mais la terre. Reprendre en main les activités productives et en premier lieu la plus fondamentale d'entre elles, le travail paysan.

Le projet de dépasser le naturalisme est la meilleure manière de répondre, d'après nous, à la crise écologique. La forme politique de ce projet est la multiplication de territoires où l'on cohabite avec la biosphère en bonne entente comme des voisins, des amis, des membres de la famille et non plus comme des sujets qui exploitent des objets. On escompte que l'intensité de vie que procure cette façon de se rapporter aux milieux de vie est suffisamment vivace pour que ce projet politique ait une chance de se développer. Il existe de nombreuses initiatives comme certaines associations de l'économie sociale et solidaire, des luttes



paysannes, des territoires en lutte, etc. Tout l'enjeu est de les fédérer au sein d'un projet politique global. Pour qu'elles ne soient plus des minuscules failles, qui ménagent de petits endroits de survie au sein du capitalisme marchand.

### **Qu'est-ce que ces territoires autonomes à l'intérieur d'un État apporteraient ?**

A.P. : Notre hypothèse est d'imposer la cohabitation entre des structures étatiques et des fédérations organisées de territoires autonomes. C'est une force de transformation de l'État ; un État qui doit cohabiter avec des territoires autonomes n'est plus le même. C'est aussi une façon de renouer avec un exercice que la gauche d'émancipation ne s'autorise plus : des grands scénarios à long terme. Cette hypothèse hybride de cohabitation a pour mérite de ne reposer ni sur un scénario révolutionnaire de type « grand soir » (dont on voit mal comment il pourrait bien se produire aujourd'hui), ni sur un scénario social-démocrate d'aménagement du capitalisme (car le capitalisme ne se laisse plus aménager). C'est la construction graduelle d'un à-côté du capitalisme. Dans les moments de pré-insurrection, on a l'impression que soit on renverse tout, soit on fait des demandes à l'État, comme « rendez-nous du pouvoir d'achat » ou « faites-en plus pour le climat ». Dans cette hypothèse, on ne lui demande rien, on lui impose un renforcement de ce qui est déjà là et qu'on a construit en amont : par exemple l'extension de la Sécurité sociale de l'alimentation (3).

### **La ZAD de Notre-Dame-des-Landes est un territoire qui expérimente d'autres manières d'être au vivant. Qu'est-ce qui vous a marqué là-bas ?**

A.P. : Un territoire où l'on considère les mares, les arbres, le milieu de vie comme des sujets, où l'on tient compte de leurs intérêts, où l'on essaie de se mettre à leur place quand on prend des décisions politiques, est plus intense qu'un territoire plein d'objets froids que l'on doit juste manipuler de la manière la plus rationnelle possible économiquement parlant. Un des chocs que produisent des territoires en lutte comme Notre-Dame-des-Landes, c'est que l'on éprouve ces affects-là. On ressent ce que c'est d'être un sujet tissé dans un collectif d'humains et de non-humains qui nous dépasse largement. Ce sont des affects extrêmement fondamentaux et puissants. On renoue avec des formes d'attachement aux milieux de vie qui ont constitué le sel de l'existence pour l'humanité pendant des millénaires, et que la modernité a effacé.

Il y a deux façons de dépasser le dégoût de la modernité. La proposition fasciste est de revenir aux liens comme l'attachement au village, au clocher, qui visent à exclure. La modernité a en partie coupé ces liens écrasants de la communauté villageoise, de la famille et de l'Église et c'est une très bonne chose. Notre perspective, radicalement différente, est de chérir des formes de liens qui se construisent par les usages (4) et la participation à l'autonomie territoriale. Ce sont des liens que tout le monde peut s'approprier en contribuant à la vie d'un territoire.

*« Un gouvernement Front populaire aura besoin de s'appuyer sur un mouvement social puissant. » (Alessandro Pignocchi)*

### **Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?**

A.P. : La possibilité de mettre en place ce que l'on vient d'évoquer dépend bien sûr du niveau d'hostilité du gouvernement, et tout sera bien plus difficile encore sous le fascisme. Si on a un État fasciste, ces territoires constitueront des résistances. Si c'est un gouvernement Front populaire, des forces territorialisées seront un ingrédient absolument essentiel pour l'aider à tenir ses promesses et à le contraindre à faire ce qu'il a dit qu'il ferait. Un gouvernement qui déciderait de s'attaquer réellement à la finance mondialisée, devrait affronter une conflictualité terrible de la part des classes ultra-possédantes. Sa seule façon de tenir serait de s'appuyer sur des mouvements sociaux extrêmement puissants, et en particulier, c'est notre hypothèse, des territoires autonomes, capables de nourrir la population en dehors des lois du marché, qui sera mis à mal pendant au moins une période. Sans cela, le choix de ce gouvernement serait soit de retourner sa veste, soit de démissionner.

Lola KERARON (S!lence)

(1) Voir le livre de Jean-Baptiste Comby, « *Écolos mais pas trop* », 2024, Éditions Raisons d'agir, 192 p.

(2) L'animisme est une manière de faire monde dans laquelle les êtres non-humains (les plantes, les animaux, les esprits, les milieux de vie), sont dotés d'une intériorité qui rend possible de communiquer avec eux de personne à personne. Tous ces êtres font partie de la vie sociale, au même titre que les humains. Tous partagent une même culture, mais chacun a une nature particulière. Chaque classe d'êtres se manifeste dans un corps qui lui est propre.

- (3) La Sécurité sociale de l'alimentation propose de redistribuer un certain budget chaque mois à des habitant·es pour acheter des produits respectant des critères de qualité, définis démocratiquement. Voir l'article « *La Sécurité sociale de l'alimentation expérimentée localement* », Silence, n° 528, janvier 2024.
- (4) Voir le dossier « *Lieux collectifs, réinventer la propriété* », Silence, n° 517, janvier 2023.

Pour aller plus loin :

- Alessandro Pignocchi, « *Petit traité d'écologie sauvage* », Éditions Steinkis, 2017, 119 p.
- Philippe Descola et Alessandro Pignocchi, « *Ethnographies des mondes à venir* », Éditions Le Seuil, 2022, 176 p.
- « *Éloge des zad !* », Silence, n°469, juillet 2018.

## Réensauvagement de la nature : pour la biodiversité ou pour le tourisme ?

Buffles, chevaux sauvages... des projets de réensauvagement des espaces naturels se développent en France et en Europe. Ils protègent la biodiversité mais entrent parfois en concurrence avec l'agriculture, tout en devenant une attraction touristique.



C'est un paysage de marais tourbeux rescapé des appétits de la sylviculture et de ses assèchements. À 50 kilomètres à l'ouest de Bordeaux, dans le Médoc, la réserve naturelle de l'étang de Cousseau est gérée par la fédération d'associations de protection de la nature Sepanso Aquitaine depuis 1976.

Sur les 900 hectares protégés, l'association mène une politique de « réensauvagement » pour valoriser le fonctionnement naturel de l'écosystème, en laissant les processus naturels fonctionner seuls. Ainsi, depuis 1990, un troupeau d'une trentaine de vaches marines landaises, une race qui peuplait le littoral aquitain au début du 19<sup>e</sup> siècle, y coule une vie paisible. La présence de ces grands herbivores a permis le retour d'une diversité de faune et de flore dans le marais.

Ces dernières semaines, la Sepanso a franchi un nouveau palier : 63 bousiers sauvages, des insectes qui décomposent les bouses des herbivores, ont été réintroduits après une expérimentation en 2023. Un mois avant, un lâcher expérimental de huit buffles d'eau domestiques s'était tenu en grandes pompes. « *S'il restait des aurochs sauvages, c'est ce qu'on aurait choisi. Mais des espèces à l'aise dans l'eau, avec une rusticité forte, et un impact important sur leur milieu, aujourd'hui, il n'y a que le buffle d'eau* », explique Xavier Chevillot, directeur de la Sepanso Aquitaine.





Lors du lâcher de buffles dans la réserve de Cousseau le 11 avril 2024. © Nicolas Beublet

« *On est dans une philosophie qui vise à remettre toutes les briques fonctionnelles de l'écosystème. Or, les briques des grands herbivores et des insectes éparpilleurs de bouses manquaient* », poursuit le responsable. Avec ces animaux, le but est de maintenir le marais ouvert tout en réduisant la présence humaine dans la réserve.

## Des projets avec des éleveurs

Cette expérimentation a mûri il y a deux ans lorsque l'association a rejoint le réseau Rewilding Europe. Ce dernier a été créé en 2011 afin de « *restaurer une nature capable de s'autoréguler* » sur le continent européen, résume Sophie Monsarrat de l'ONG. Rewilding Europe est présente dans dix pays européens. C'est elle qui a financé le lâcher de buffles d'eau et la réintroduction des bousiers dans la réserve de Cousseau, via le fonds Fonds européen pour le rétablissement de la vie sauvage.

Bousier sauvage. Thomas Huntke, / CC BY-SA 3.0

La Sepanso Aquitaine a également partagé ses techniques et expériences avec Rewilding France. Cette association est en passe « *de devenir une fondation qui pourrait financer des projets d'élevage d'un nouveau type* », d'après Gilles Rayé, son président, agrégé de biologie et ancien chef de mission biodiversité au ministère de l'Écologie.

Quels sont ces projets d'élevage ? « *Aujourd'hui, on finance par exemple un jeune éleveur pour qu'il s'installe avec des grands herbivores pour gérer ses terres en améliorant la biodiversité* », évoque-t-il toutefois. Ici, la finalité est double : élever des animaux suffisamment rustiques pour vivre toute l'année dehors et apporter tous leurs bénéfices aux écosystèmes, tout en permettant une valorisation économique du troupeau par l'éleveur. « *On a mis à disposition de l'éleveur une bourse d'étude pour qu'il aille voir ce qui est déjà en place aux Pays-Bas ou en Espagne avec des bisons, des chevaux sauvages de type Przewalski, des aurochs domestiqués* », détaille Gilles Rayé.

## Impact social

La question agricole percute souvent celle du réensauvagement. Le projet « *Vercors Vie Sauvage* », porté par l'association Aspas, fait ainsi l'objet de critiques. Il s'agit d'une réserve de vie sauvage de 490 hectares inaugurée en 2019, sur la commune de Léoncel (Drôme). Toute activité agricole y a été interdite. Les terrains ont été achetés 2,3 millions d'euros grâce à un système de dons défiscalisables. « *Ça coûte très cher ce type de projet, on ne peut donc pas les démultiplier. Et puis il y a un fossé énorme entre le monde rural et le monde de la protection de la nature* », analyse Gilles Rayé. L'homme se dit pourtant favorable à une alliance entre la biodiversité et le monde agricole.



Repère :

Quelques données sur le réensauvagement

Pour faire accepter les projets de réensauvagement auxquels elle participe, l'association Rewilding Europe cherche, plutôt que d'isoler les espaces préservés, à créer des activités économiques autour d'eux.

« *La question reste de savoir quel impact ont ces actions au niveau écologique certes, mais aussi au niveau social* », met en garde Nicolas Lescureux, chercheur au CNRS. Sur son site internet, Rewilding Europe vante par exemple la remise en eau des tourbières du delta de l'Oder, en Allemagne et en Pologne.

Avec ce projet, l'association se félicite d'avoir créé « *70 nouveaux emplois dans le tourisme et la conservation de la nature* », mais reconnaît que 35 emplois dans l'agriculture ont également disparu dans le même temps. « *Dans une Europe où l'agriculture s'intensifie et le nombre d'agriculteurs baisse, ce qui implique plus de mécanisation et plus d'intrants, je peine à voir en quoi la disparition de 35 emplois dans l'agriculture invite à se réjouir, alerte le chercheur. Et, jusqu'à preuve du contraire, un touriste n'est pas comestible.* »

« *Jusqu'à preuve du contraire, un touriste n'est pas comestible* »

Nicolas Lescureux est également défavorable à une séparation stricte des activités productives et des activités de protection de la nature. « *C'est une forme d'aveu d'échec : nous ne serions pas capables de tirer notre subsistance sans tout détruire, donc nous nous retirons d'une partie de la planète et nous intensifions l'exploitation de l'autre partie* », analyse-t-il. Le risque est de ne jamais remettre en question les causes du déclin de la biodiversité : notre surconsommation et le crédo de la croissance économique.

## Arrêter d'utiliser des pesticides

D'autres manières de favoriser le réensauvagement en dehors des espaces protégés existent déjà, défend Harold Levrel, professeur d'économie écologique à AgroParisTec et auteur de *L'économie face à la nature* (Les Petites Matins, 2023). « *Les actions du Conservatoire du littoral, qui récupère des terrains avec du bâti pour essayer de les passer en bio, ou le fait de donner des subventions à l'agriculture bio, c'est faire du réensauvagement, explique-t-il. Arrêter d'utiliser des pesticides de synthèse fait revenir les vers de terre, les insectes, les oiseaux...* »

En attendant, les projets de réensauvagement autour des grands herbivores sauvages sont encore à l'état expérimental en France. Et en milieu clôturé. En Lozère, sur le Causse Méjean, l'association Takh travaille depuis 1990 à la sauvegarde de l'espèce des chevaux sauvages de Przewalski pour les réintroduire en Mongolie. « *On est un projet de réensauvagement avant l'heure* », analyse Jean-Louis Perrin, directeur du site conservatoire des chevaux, une réserve fermée de 400 hectares.



Un cheval Przewalski sur le causse Méjean, en Lozère. Jean-Jacques Boujot / CC BY-SA 2.0

En 2004 et 2005, l'association a envoyé 22 chevaux en Mongolie. Sur le sol français, puisque la race n'est « *pas reconnue comme étant native ou endémique* », il ne serait pas possible de la laisser évoluer en liberté. Mais Jean-Louis Perrin souhaite tout de même faire avancer la connaissance scientifique : « *Notre action permet de faire un comparatif des élevages extensifs. Une thèse sur les chevaux du Causse Méjean se ter-*

mine à l'université d'Avignon, et elle conforte l'impact positif sur la richesse et la variété de la biodiversité dans l'enclos. »

L'impact positif des grands herbivores dépasse la biodiversité. Dans la vallée portugaise du Côa, les équipes de Rewilding Europe remarquent une baisse de la biomasse végétale et une réduction du risque incendie. « Il faut le démontrer scientifiquement maintenant », appelle de ses vœux Sophie Monsarrat. Au-delà de ces bénéfices, le caractère « sauvage » peut aussi devenir un facteur d'attractivité d'un territoire. À Cousseau, en Aquitaine, une tour d'observation a déjà été érigée au bord de la nouvelle réserve de buffles.

Nicolas BEUBLET, 22 juillet 2024 (Basta !)

Photo de une : Sur la réserve de Cousseau, lors du lâcher de buffles d'eau au printemps/© Nicolas Beublet

## Ils ont traversé les Pyrénées à pied avec leur bébé sur le dos



- © Juliette de Montvallan / Reporterre

*Gestion des couches lavables, allaitements au sommet... Alizée et Jérôme ont parcouru 900 kilomètres à pied d'un bout à l'autre des Pyrénées pendant près de trois mois à l'été 2020, avec Ariane, leur petite fille de neuf mois.*

Le ciel caché derrière les nuages, la pluie s'écrase sur la tente balayée par le vent et montée à la hâte lors de la descente. À l'abri, Alizée et Jérôme, 30 ans, prennent enfin le temps de souffler. À côté, emmitoufflée sous des couches de vêtements, Ariane, petite bouille blonde aux yeux bleus âgée de neuf mois, a le sourire. La famille attend le retour du soleil pour repartir. Le couple a choisi cette séquence pour ouvrir leur documentaire *Bébé des cimes*, récit de leur traversée à pied des Pyrénées d'est en ouest avec leur enfant sur le dos. Soit 900 kilomètres de marche de Banyuls-sur-Mer jusqu'à Hendaye, avec 60 kilomètres de dénivelé positif, entre juin et août 2020.

Pourquoi se lancer dans une telle aventure ? « Au départ, nous avions prévu d'aller en Iran à vélo mais on a dû changer nos plans à cause du Covid, explique Alizée. On avait déjà pris notre congé parental et on n'en pouvait plus de rester confiné dans notre appartement de Montpellier, à coudre des masques et à faire du pain. » Si la professeure des écoles et le docteur en bio-informatique avaient déjà réalisé le GR20 en Corse et parcouru à vélo une partie de la cordillère des Andes en Amérique du Sud, « on savait qu'avec un bébé, ça allait être difficile. Jusqu'à deux semaines de l'arrivée, on n'était pas sûr d'y arriver ».



Avant de partir, raconte le film, ils cherchent des exemples de parents partis marcher avec leur bébé pour avoir des conseils mais « on n'a rien trouvé ». Pas de quoi entacher leur détermination. Après plusieurs randonnées à côté de chez eux pour tester la marche avec Ariane, la famille prend le train direction Banyuls-sur-Mer, masque sur le visage, le 9 juin 2020. Enfin déconfinés, ils se baignent une dernière fois dans la Méditerranée et l'ascension démarre, direction l'océan.



La traversée des Pyrénées à pied aura pris près de deux mois à la petite famille. @2bike3

### **« Au bout de huit jours, on n'en pouvait plus »**

Armé de leurs bâtons et couvert d'un large chapeau, le couple, qui a la même corpulence, porte chacun 20 kilos sur les épaules. « Tour à tour, l'un portait Ariane dans le porte-bébé avec les sacs de couchage et l'autre avait tout le reste. On lui avait mis un sac polochon sous l'assise afin qu'elle ait plus de confort. » Au rythme de 12-15 kilomètres par jour et entre 1 000 et 1 500 mètres de dénivelé positif, « les trois premiers jours, on s'est demandé si on allait tenir et au bout de huit jours, on n'en pouvait plus », se souvient Alizée.

Le plus dur, ce n'est pas les kilomètres avalés mais le manque de sommeil : « Ariane ne faisait de base pas ses nuits mais là, elle se réveillait toutes les demi-heures ou toutes les heures, on était épuisés. » Alizée qui doit en plus allaiter, n'a plus d'énergie, leur relation se tend. « Il y avait pas mal d'animosité entre nous à cause de la fatigue, confirme Jérôme, en tant que papa c'était aussi compliqué de ne pas pouvoir aider Alizée pour l'allaitement. » Il est alors assailli par le doute : « Si l'on avait aucun problème sur notre capacité physique, je n'avais pas envie de mettre notre couple en danger. L'idée c'était de préserver notre santé mentale, à la base on était venu pour se faire plaisir. »





« Tour à tour, l'un portait Ariane dans le porte-bébé avec les sacs de couchage et l'autre avait tout le reste » @2-bike3

C'est sans compter la détermination d'Alizée qui lance un défi à son conjoint : s'ils parviennent à monter au sommet du Canigou, à 2 784 mètres d'altitude, ils continueront. « *De toute façon, si on avait abandonné et passé nos vacances au camping, Ariane n'aurait pas mieux dormi, autant rester en montagne* », poursuit Alizée.

Après une montée interminable, la famille arrive au pic dans les nuages et sous la neige. La séquence immortalisée, Ariane se réveille de sa sieste, comme si de rien n'était. S'ils ne voient rien au sommet, leur pensée s'éclaircit. Revigorés, « *cette première ascension nous a rappelé ce que l'on était venu chercher : une intense sensation de liberté* », se souvient la maman. « *À partir de là, on s'est davantage écoutés et fait confiance, formant une vraie équipe. Si on dort peu c'est comme ça mais au moins on est là où l'on a envie d'être* », abonde Jérôme. Surtout, le couple décide de faire tous les cinq jours une journée de pause pour se ravitailler.

Car au vu de l'effort physique, les marcheurs ont besoin d'avaler chacun un kilo de nourriture très calorique par jour. « *L'alimentation, c'était une sacrée logistique. On devait parfois attendre cinq jours avant de tomber sur un village, soit jusqu'à dix kilos en plus dans le sac* », raconte Alizée. Sur les chemins, ils trouvent aussi de quoi se nourrir : cerisiers, framboisiers, girolles... « *Ariane, mangeait presque tout comme nous, elle n'a manqué de rien* », ajoute-t-elle.

Autre casse-tête, les couches. « *Ariane était en hygiène naturelle infantile, nous avions six couches lavables que l'on faisait sécher en guirlande sur les côtés du sac à dos la journée et huit couches jetables en cas d'urgence* », liste la maman. La technique consiste à observer le bébé afin de détecter les signes indiquant qu'il a envie de faire ses besoins. Aussi, pour se laver, un cours d'eau n'est jamais loin.



Les parents ont eu la joie de voir leur fille grandir, explorer, manipuler ce qu'elle trouvait au beau milieu de la nature. @2bike3

**« Elle jouait avec ce qu'elle trouvait, des cailloux, des fleurs, des brindilles... »**

Hormis la peur que sa fille attrape froid ou tombe malade, Alizée ne se souvient pas avoir éprouvé d'angoisse particulière à l'idée de partir avec leur enfant de 9 mois. La nuit passée en tente, cabane non gardée et de rares fois chez l'habitant, *« nous avions prévu une combinaison en laine bouillie, des gants, un bonnet mais finalement elle n'a pas eu froid »*.

À raison de deux siestes par jour, *« on avançait assez vite lorsque Ariane dormait, sinon on lui chantait des comptines, lui montrait les chevaux sauvages et on faisait des pauses régulièrement afin qu'elle se dégourdisse les jambes »*. Le récit ponctué de panoramas sur les lacs et sommets enneigés, on voit aussi Ariane s'épanouir dans la nature. *« On lui avait pris trois petits livres et elle jouait avec ce qu'elle trouvait, comme des cailloux, des fleurs, des brindilles... finalement on trouve tout ce qu'il faut dans la nature pour éveiller un bébé »*, a constaté Alizée.

Jour après jour, les parents regardent leur fille grandir : *« Sa façon de se déplacer, de tenir sa cuillère, d'empiler les pierres... on était heureux d'avoir pris ce temps avec elle pour voir ses progrès, rapidement elle s'est mise à marcher sur ses deux pieds et ses deux mains, les fesses en l'air, comme Mowgli ! »*

Parmi les randonneurs rencontrés sur les sentiers, *« ils étaient tous surpris de croiser Ariane, très vite ils se sont passés le mot et la nouvelle d'un couple randonnant avec un bébé s'est répandu dans toutes les Pyrénées »*.

À l'image, certaines descentes comme la face nord du pic Carlit, à 2 921 mètres d'altitude, donnent le vertige. Pas pour Ariane que l'on voit dormir paisiblement dans le dos de sa maman. *« On fait tous les deux de l'escalade, pendant les passages très raides, on était hyper vigilant, on se disait que l'on n'avait pas le droit à l'erreur et on n'a pas fait de chute »*, ajoute Alizée.





« La nouvelle d'un couple randonnant avec un bébé s'est répandu dans toutes les Pyrénées. » @2bike3

#### « Prendre le temps de s'habituer à l'altitude »

Prenant confiance en leur capacité au fur et à mesure du voyage, ils décident de gravir sept sommets de la chaîne de montagnes, dont le Petit Vignemale, à 3 034 mètres. « *On est parti du niveau de la mer et on y a été très progressivement pour qu'Ariane s'acclimate à l'altitude* », indique Jérôme.

Si les pédiatres recommandent de ne pas emmener un enfant d'un an à plus de 1 800 mètres d'altitude, « *il y a plein d'enfants qui habitent sur des hauts plateaux, ils vont très bien, là encore l'idée n'est pas de monter 2 000 mètres en une journée mais de prendre le temps de s'habituer à l'altitude* », précise-t-il. Les deux parents sont restés très vigilants au moindre signe anormal chez Ariane. Et avant de gravir des sommets, Alizée l'allaitait pour faire décompresser ses oreilles.



Allaitement, montées douces, vérifications régulières : les parents aventuriers n'en étaient pas moins aux petits soins pour leur enfant. @2bike3



Sous le soleil, la pluie ou la grêle, Alizée et Jérôme traversent les Pyrénées-Orientales, l'Ariège, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées et enfin les Pyrénées-Atlantiques. Bientôt les journées fraîches font place à la chaleur écrasante de l'été. Le 29 août, alors qu'Ariane fête son premier anniversaire, ils arrivent enfin à l'océan. On voit la petite fille marcher sur la plage, sur ses deux pieds, tenus par la main par sa marraine et son parrain venus pour l'occasion. Si à l'arrivée Alizée est déjà nostalgique de la montagne, Jérôme, lui est impatient de se lancer dans une nouvelle aventure.

Être parent sans renoncer à l'aventure

Car le voyage ne s'est pas arrêté là : une fois les frontières rouvertes, direction l'Iran à vélo. « *Retourner dans notre 35 mètres carrés et reprendre le travail était impossible, on voulait poursuivre notre rêve d'aventure en famille.* » Depuis, Alizée et Jérôme ont multiplié les voyages à vélo et les enfants. Après l'Iran et la naissance d'Hermès en avril 2021, la famille est parti en Norvège puis au Maroc, toujours à vélo. Les parents se sont installés quelques mois au cœur des Pyrénées, le temps de réaliser leur documentaire, d'écrire un livre, *Nomades, sauvages et parents* (ed. Jouvence), sur leur traversée, et de reprendre le travail.

« *Ce n'est pas par ce que l'on devient parent que l'on doit renoncer à l'aventure, au contraire* », insiste Alizée. Elle invite à refuser les injonctions à la parentalité parfaite, toutes ces pressions externes qui disent qu'à tel âge, il faut faire ceci mais pas cela. « *J'espère qu'à travers cette aventure, on a pu faire bouger un peu les lignes.* » Désormais comptant cinq membres, la famille entend repartir d'ici quelques mois, pour traverser cette fois les Alpes. Alizée a donné naissance à Ténééré, prénom qui signifie Sahara en touareg, le 21 juillet 2024.

Jeanne CASSARD  
23 juillet 2024 (Reporterre)

# Victoire juridique de familles paysannes face à un grand groupe agroindustriel au Brésil



Les petits agriculteurs bénéficient d'un soutien juridique de la part de CPT Maranhão en partenariat avec Sauvons la forêt (© CPT Maranhao)

30 mai 2024

200 familles paysannes ont obtenu en justice la reconnaissance de la possession légitime des terres où elles vivent depuis plus d'un siècle dans l'État du Maranhão et que le géant de l'agroalimentaire Maratá s'était emparé par la force. Sauvons la forêt, qui a apporté une assistance juridique aux familles, salue ce succès !

*Environ 200 familles de petits exploitants agricoles* des territoires de Santa Maria et de Jaqueira, dans la zone rurale de la municipalité de Timbiras au Maranhão, ont *remporté en février dernier une importante victoire juridique contre Maratá, un acteur majeur du secteur agroalimentaire brésilien*. Maratá revendiquait la propriété des terres sur lesquelles les familles vivent depuis plus d'un siècle, une manœuvre éhontée de la part d'une société fondée il y a moins de 60 ans.

Après avoir examiné les preuves et les témoignages des familles, le juge a décidé que les paysans avaient la possession légitime des terres sur lesquelles vivaient leurs ancêtres. *Le tribunal a ordonné à Maratá de se retirer du territoire et de cesser de harceler les familles.*

*Maratá a des antécédents de violence* : au cours des 20 dernières années, l'entreprise a chassé les familles de leurs terres en utilisant des armes à feu, détruit leurs récoltes et incendié leurs habitations. Lors de l'expulsion la plus récente, en août 2019, des malfrats ont abattu le chien d'un des paysans. Un vieil homme, ébranlé par les violences, a été victime d'une crise cardiaque dont il est décédé quelques jours plus tard. Une femme également âgée, ayant assisté à l'incendie de sa récolte de noix de coco babassu, a eu un accident vasculaire cérébral qui a affecté sa mémoire et provoqué une paralysie partielle de son visage. Elle a gardé ces séquelles jusqu'à aujourd'hui.

Les familles ont alors intenté une action en justice contre l'entreprise en janvier 2020 en revendiquant le droit de rester sur leurs terres. Au mois d'avril suivant, elles ont récupéré les terres dont elles avaient été expulsées, y ont reconstruit leurs maisons et commencé à reboiser et cultiver. Aujourd'hui, elles récoltent les fruits de leur lutte, à commencer par leur production agricole.

Selon un représentant de la Commission pastorale de la terre du Maranhão (CPT-MA), qui fournit une assistance juridique et une éducation politique aux familles, *le partenariat avec Sauvons la forêt a été crucial pour permettre aux paysans de défendre leurs droits.*

<https://www.sauvonslaforet.org/actualites/12261/victoire-juridique-de-familles-paysannes-face-a-un-grand-groupe-agroindustriel-au-bresil?mtu=606597722&t=22532>